

Mémoire de Master : Ingénierie
de la formation agricole et rurale

Présenté par : Abdou THIAW

**Titre du mémoire : Le Lycée Technique Agricole Émile Badiane
(LTAEB) de Bignona : Intégration territoriale et levier de la
formation agricole et rurale**

Troisième promotion du Master MIFAR

Le 22 Décembre 2025

Devant le Jury composé de :

Jonas A. D. ADJANOHOOUN	ENSETP - Dakar	Président
Benoit BERGER	L'Institut Agro - France	Membre
Souleymane SARR	FARSEN - Sénégal	Membre
Mostafa ERRAHJ	ENA Meknès - Maroc	Encadrant



DEDICACE

Ce travail est dédié à mes encadreurs, Mostafa ERRAHJ et Estelle VEUILLEROT, pour leur accompagnement bienveillant et leurs précieux conseils, ainsi qu'à ma famille, mon père, ma mère, mes frères et sœurs, mon épouse et ma fille, pour leur soutien indéfectible, source de force et de motivation tout au long de ce parcours.



REMERCIEMENT

Je remercie sincèrement le FARSEN qui m'a parrainé et m'a permis de suivre le Master International en Ingénierie de la Formation Agricole et Rurale (MIFAR).

J'exprime également toute ma gratitude à la coordonnatrice du Master, Madame Marie Balse, pour son engagement constant, son accompagnement éclairé, son humilité et sa générosité.

Je tiens à témoigner ma profonde reconnaissance au coordonnateur pédagogique, Monsieur Baba Diéye Diagne, dont l'humanité, la disponibilité et le sens élevé du devoir ont été déterminants tout au long de ce parcours académique.

Mes remerciements s'adressent aussi aux éminents professeurs du Master, qui nous ont transmis leurs connaissances avec rigueur et bienveillance.

Enfin, je ne saurais terminer sans remercier mes camarades de la promotion 2024-2025, la troisième promo du Master MIFAR pour la confiance qu'ils ont placée en ma modeste personne en me nommant délégué de classe, un rôle que j'ai tenté d'assumer avec engagement et dévouement.



RESUME

Ce document de mémoire porte sur le lycée Technique Agricole Emile Badiane de Bignona (LTAEB), un lycée de Formation Professionnelle et Technique. L'objectif principal de l'étude est d'analyser comment le LTAEB peut assurer son intégration territoriale et servir de levier efficace pour la formation agricole. Le mémoire présente l'historique du lycée, ses différentes offres de formation professionnelle et technique, et les stratégies d'intégration mises en place pour surmonter le conflit suscité par l'expropriation foncière liée à son implantation. Nous avons opté pour une approche mixte, qualitative et quantitative, basée sur l'étude de la perception des acteurs concernant la qualité de la formation, l'efficacité des dispositifs de soutien à l'insertion professionnelle des diplômés et l'intégration du lycée dans son environnement. Les données ont été traitées par les logiciels Sphinx et Jamovi. Les résultats obtenus ont révélé un impact social positif du lycée, notamment grâce à la mise à disposition de parcelles aux riverains, et aux efforts pour promouvoir l'entrepreneuriat agricole. Les acteurs suggèrent un renforcement de la qualité de la formation, et de l'accompagnement à l'insertion afin de mieux prendre en compte les préoccupations des populations.

Mots clés : Formation professionnelle, insertion, intégration, expropriation foncière.

ABSTRACT

This research paper focuses on the Emile Badiane Agricultural Technical High School in Bignona (LTAEB), a vocational and technical training institution. The main objective of the study is to analyze how the LTAEB can ensure its territorial integration and serve as an effective lever for agricultural training. The paper presents the history of the high school, its various vocational and technical training programs, and the integration strategies implemented to overcome the initial conflict related to land expropriation. This report presents the history of the high school, its various vocational and technical training programs, and the integration strategies implemented to overcome the conflict arising from the land expropriation related to its establishment. We opted for a mixed-methods approach, combining qualitative and quantitative methods, based on an examination of stakeholders' perceptions regarding the quality of training, the effectiveness of support mechanisms for graduate employment, and the high school's integration into its surrounding community. The data were processed by some softwares such as Sphinx and Jamovi. The results reveal a positive social impact of the high school, notably thanks to the provision of land to local residents and efforts to promote agricultural entrepreneurship. Stakeholders suggest strengthening the quality of training and support for job placement to better address the concerns of the local population.

Keywords: Vocational training, job placement, integration, land expropriation.



SIGLES ET ACRONYMES

Acronyme	Signification
APC	Approche par Compétences
BAINS	Bureau d'Appui à l'Insertion et au suivi des Sortants
BFEM	Brevet de Fin d'Étude Moyen
BEP	Brevet d'Études Professionnelles
BT	Brevet de Technicien
BTS	Brevet de Technicien Supérieur
CAP	Certificat d'Aptitude Professionnel
CAOSP	Centre Académique de l'Orientation Scolaire et Professionnelle
CGEA	Conduite et Gestion d'une Exploitation Agricole
C2H	Chef de Culture Horticole
CPS	Certificat Professionnel de Spécialisation
CSPS	Centre Suisse de Pédagogie Spécialisée
DECPC	Direction des Examens, Concours Professionnels et Certifications
ENSETP	École Nationale Supérieure d'Enseignement Technique et Professionnel
FAR	Formation Agricole et Rurale
FASTEF	Faculté des Sciences Techniques de l'Éducation et de la Formation
FARSEN	Réseau National des Acteurs de la Formation Agricole au Sénégal
IAA	Industrie Agroalimentaire
LTAEB	Lycée Technique Agricole Émile Badiane
MFDC	Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance
MIFAR	Master en Ingénierie de la Formation Agricole et Rurale
MFPT	Ministère de la Formation Professionnelle et Technique
ODD	Objectif de Développement Durable
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PSE	Plan Sénégal Émergent
VAE	Validation des Acquis de l'Expérience

TABLE DES MATIERES

DEDICACE.....	i
REMERCIEMENT.....	ii
RESUME.....	iii
ABSTRACT	iv
SIGLES ET ACRONYMES.....	v
TABLE DES MATIERES.....	vi
LISTE DES TABLEAUX	viii
LISTE DES FIGURES	viii
INTRODUCTION GENERALE	1
CHAPITRE 01 : REVUE LITTERAIRE ET CADRE THEORIQUE	6
I. Revue Littéraire.....	7
1.1. Historique de la création du LTAEB.....	7
1.2. Présentation des offres du LTAEB.....	7
1.3. Orientation du Plan Stratégique de Développement du LTAEB	11
II. Présentation des théories et concepts clés	13
2.1. Cadre conceptuel.....	13
2.1.1. Intégration	13
2.1.2. Organisme de formation.....	13
2.1.3. Développement.....	13
2.1.4. Communauté	14
2.2. Les Théories mobilisées	14
2.2.1. Théorie du capital humain	15
2.2.2. Théorie de la Résilience.....	15
2.2.3. La théorie du don contre-don	15
2.2.4. Limite et critique.....	16
CHAPITRE II : METHODOLOGIE	17
I. Zone d'étude.....	18
II. Choix de l'approche d'étude	19
2.1. Grille d'analyse et Choix des outils de collectes	19
2.2. Echantillonnage et outils d'analyse	21
2.3. Transcription	22
CHAPITRE III : RESULTATS.....	23
I. Formalisation du processus d'intégration du lycée	24
1.1. Processus de création du Lycée Technique Agricole Emile Badiane.....	24
1.2. L'incubateur du LTAEB	29

1.3.	Coopérative des producteurs de la région de Ziguinchor	30
1.4.	Partage d'infrastructures.....	30
1.5.	Cellule genre	31
1.6.	La promotion des journées de l'entrepreneuriat agricole	31
1.7.	Contribution de l'Établissement à l'insertion des formés.....	31
II.	Perception des missions et de l'utilité sociale du lycée	33
2.1.	Caractérisation de l'échantillon d'étude	33
2.1.1.	Statut professionnel des parents d'élèves	33
2.1.2.	Répartition du genre	34
2.1.3.	Répartition des niveaux d'études.....	34
2.1.4.	Répartition de la situation matrimoniale des élèves	35
2.1.5.	Caractérisation de l'âge des élèves.....	35
2.2.	Perception des missions.....	36
2.2.1.	Perception des élèves des cours théoriques	36
2.2.2.	Perception des élèves sur les cours pratiques	37
2.2.3.	Perception des élèves sur le matériel.....	39
2.2.4.	Perception des élèves sur l'impact de l'approche par compétences	40
2.2.5.	Perception des élèves sur la pertinence des supports pédagogiques utilisés	42
2.2.6.	Perception des élèves sur l'enseignement des techniques de recherche d'emploi.....	43
2.2.7.	Perception des élèves sur le rôle du BAINS dans le placement des apprenants en stage	44
2.2.8.	Perception des élèves sur l'accompagnement du BAINS vers l'emploi salarié	45
2.2.9.	Perception des élèves sur l'accompagnement du BAINS à l'auto-emploi	46
2.3.	Utilité sociale du Lycée	47
2.3.1.	Perception des élèves sur l'impact social du lycée dans la communauté	47
2.3.2.	Perception des élèves sur l'utilité du lycée pour la société.....	48
2.4.	Appréciation des jeunes.....	50
2.5.	Appréciation des formateurs.....	52
2.6.	Appréciation des lauréats	54
2.7.	Appréciation des Riverains et des Parents.....	56
III.	Cartographie socioéconomique et attentes des employeurs	60
3.1.	Caractéristique des employeurs	60
3.2.	Analyse de l'adéquation de la formation professionnelle aux besoins des entreprises.....	61
	CONCLUSION ET PERSPECTIVES	64
	REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	67

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Condition d'accès et durée des formations	9
Tableau 2 : Echantillon guide d'entretien	21
Tableau 3. : Historique du Lycée Technique Agricole Émile Badiane (LTAEB) de Bignona	26
Tableau 4: Statut Professionnel des parents d'élèves.....	34
Tableau 5: Répartition du genre	34
Tableau 6: Niveaux d'étude de la formation de l'échantillon	35
Tableau 7: Situation matrimoniale des élèves	35
Tableau 8: Caractérisation de l'âge des élèves.....	36
Tableau 9 : Perception des élèves sur la surcharge en cours théoriques	37
Tableau 10: Perception des élèves sur l'utilité des cours pratiques.....	39
Tableau 11 : Perception des élèves sur l'insuffisance du matériel pratique.....	40
Tableau 12 : Perception des élèves sur la pertinence des supports pédagogiques utilisés.....	43
Tableau 13 : Perception des élèves sur le placement des apprenants en stage.....	45
Tableau 14 : Perception des élèves sur l'accompagnement du BAINS à l'auto-emploi.....	47
Tableau 15 : Perception des élèves sur l'utilité du lycée pour la société	49
Tableau 16: Caractéristique des employeurs partenaires du lycée.....	61

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Carte de géolocalisation du Lycée Technique Agricole Emile Badiane	18
Figure 2 : Grille d'analyse	20
Figure 3 : Echantillon des élèves en formation interrogés.....	21
Figure 4 : Processus d'implantation du lycée	24
Figure 5 : Perception des élèves sur les difficultés des cours théoriques.....	36
Figure 6 : Perception des élèves sur l'insuffisance des cours pratiques.....	38
Figure 7 : Perception des élèves sur l'adaptation du matériel aux cours pratiques.....	39
Figure 8: Impact de l'approche par compétences	42
Figure 9: Perception des élèves sur l'enseignement des techniques de recherche d'emploi	44
Figure 10: Perception des élèves sur l'accompagnement du BAINS vers l'emploi salarié	46
Figure 11: Perception des élèves sur l'impact social du lycée dans la communauté	48

INTRODUCTION GENERALE

La question de la sécurité alimentaire occupe aujourd'hui une place centrale dans les débats sur le développement à l'échelle mondiale. Elle renvoie à une préoccupation fondamentale : garantir à chaque être humain un accès durable à une alimentation suffisante, saine et nutritive. Cette préoccupation a été formalisée lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1995, qui définit la sécurité alimentaire comme la situation dans laquelle tous les individus disposent, à tout moment, d'un accès physique, social et économique à une nourriture leur permettant de mener une vie saine et active. Plus de vingt-cinq ans après, cette définition demeure pleinement d'actualité, dans un contexte marqué par une croissance démographique rapide, l'intensification des effets du changement climatique et une pression accrue sur les ressources naturelles. Les projections annonçant une population mondiale proche de dix milliards d'habitants à l'horizon 2050 soulignent l'ampleur du défi à relever en matière de production et de disponibilité alimentaire (Thomas et al., 2024).

Face à ces enjeux globaux, les États sont amenés à repenser en profondeur leurs politiques agricoles et alimentaires. Il ne s'agit plus uniquement d'augmenter les volumes de production, mais de concilier performance économique, durabilité environnementale et inclusion sociale. Dans les pays en développement, et particulièrement en Afrique subsaharienne, l'agriculture demeure un secteur stratégique. Elle joue un rôle déterminant dans la sécurité alimentaire, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté, tout en structurant la vie économique et sociale des territoires ruraux. Au Sénégal, l'agriculture occupe ainsi une place centrale dans les orientations stratégiques de développement, en raison de son poids économique et de son rôle social. Conscient de ces enjeux, l'État sénégalais a progressivement opté pour une approche fondée sur la territorialisation des politiques publiques, visant à valoriser les potentialités propres à chaque terroir. Cette orientation repose sur l'idée que le développement ne peut être durable que s'il est endogène, inclusif et porté par les acteurs locaux eux-mêmes (Ba et al., 2023).

Dans cette dynamique nationale, la Casamance occupe une place singulière. Région naturelle située au sud du Sénégal, elle est longtemps perçue comme le «grenier du pays», en raison de ses conditions pédoclimatiques favorables, de son régime pluviométrique relativement abondant et de la diversité de ses systèmes de production agricole. La Casamance dispose d'importantes potentialités pour soutenir une agriculture durable, diversifiée et génératrice

de revenus, capable de contribuer de manière significative à la sécurité alimentaire et au développement économique local (Bandia, 2020).

La région de Ziguinchor, en particulier, se caractérise par une agriculture diversifiée associant grandes cultures, horticulture, élevage et activités de transformation. Cette diversité constitue une véritable niche économique pour les producteurs et productrices et confère à la région un rôle stratégique dans la réponse aux défis alimentaires et nutritionnels, tant au niveau local que national (Dasylva et al., 2020).

Au sein de cette région, le département de Bignona apparaît comme l'un des espaces agricoles les plus dynamiques. Les terres y sont globalement fertiles et la proximité de l'océan Atlantique confère à certaines communes, telles que Kafountine, un microclimat relativement frais, particulièrement propice au développement de l'horticulture. Selon Ba et al. (2023), le département de Bignona constitue le véritable poumon agricole de la région de Ziguinchor. L'agriculture y représente non seulement une activité économique majeure, mais également un moyen de subsistance essentiel pour de nombreux ménages. Elle mobilise fortement les jeunes et les femmes, contribuant à la réduction du chômage, à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages et à la dynamisation de l'économie locale (Badji, 2020 ; Sarr, 2024).

Cependant, ces potentialités agricoles considérables coexistent avec des fragilités structurelles profondes. Depuis 1982, la Casamance est marquée par un conflit armé indépendantiste opposant le Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC) à l'État du Sénégal. Ce conflit, parmi les plus anciens du continent africain, a durablement affecté le tissu socio-économique de la région, plongeant les populations dans l'insécurité, la pauvreté et la terreur. Les causes de cette crise sont multiples, mais les revendications foncières et le sentiment de marginalisation des populations locales occupent une place centrale dans son déclenchement et sa persistance (Ndiaye et Tine, 2024).

Les conséquences du conflit sur le secteur agricole sont particulièrement lourdes. L'insécurité persistante, la présence de mines antipersonnel et les déplacements forcés de populations ont entraîné l'abandon de vastes superficies cultivables, la destruction d'infrastructures de base telles que les écoles, les postes de santé et les pistes rurales, ainsi que la désorganisation des systèmes de production. De nombreux paysans ont été contraints de quitter leurs champs et leurs villages, provoquant une rupture profonde des dynamiques

économiques et sociales locales. Malgré les périodes d'accalmie observées ces dernières années et les efforts de réhabilitation engagés, le retour des populations déplacées demeure un processus complexe, fortement marqué par des tensions foncières persistantes et des enjeux identitaires liés à l'accès à la terre (Ndiaye et Tine, 2024).

Dans ce contexte post-conflit fragile, la mise en œuvre des politiques publiques, notamment dans les domaines de l'agriculture et de la formation, requiert une attention particulière aux dynamiques territoriales et sociales. La question foncière, particulièrement sensible en Casamance, constitue un enjeu central de toute initiative de développement. L'implantation d'infrastructures publiques, telles que les établissements de formation, s'inscrit dans un environnement marqué par des mémoires de déplacement, des frustrations latentes et des attentes fortes des populations locales. La réussite de ces initiatives dépend donc non seulement de leur pertinence technique et institutionnelle, mais aussi de leur capacité à s'intégrer harmonieusement dans leur territoire d'accueil et à établir des relations de confiance avec les communautés riveraines.

Conscient du rôle déterminant du capital humain dans la transformation structurelle de l'économie, l'État du Sénégal a placé la formation professionnelle et technique au cœur de ses priorités stratégiques, notamment à travers l'Agenda national de transformation «Sénégal 2050». La formation est ainsi perçue comme un levier essentiel pour améliorer l'employabilité des jeunes, moderniser les systèmes de production et accompagner la transition vers une agriculture plus productive, plus résiliente et plus durable (PSE, 2014 ; Dorée et al., 2022). Dans cette optique, le programme École-Entreprise et les réformes engagées dans le secteur de la formation professionnelle visent à rapprocher les dispositifs de formation des réalités économiques et des besoins du marché du travail.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la création du Lycée Technique Agricole Émile Badiane (LTAEB) de Bignona, établissement public d'enseignement technique et professionnel, institué par le Décret n°98-782-MEN-DC-DAJL du 24 septembre 1998 et placé sous la tutelle du ministère chargé de la Formation professionnelle et technique. Implanté sur une superficie de 19 hectares, le LTAEB est appelé à former des techniciens compétents, capables de promouvoir des systèmes de production durables et de contribuer au développement socio-économique des territoires.

Toutefois, l'implantation du lycée s'est faite au prix du déplacement de populations locales qui occupaient et exploitaient ces terres depuis de nombreuses années. Des chefs de famille, dont l'agriculture constituait la principale source de subsistance, ont été délogés pour permettre la construction de l'établissement. Cette situation a suscité, au sein de certaines communautés riveraines, un sentiment d'injustice et une forme d'hostilité à l'égard du lycée, parfois perçu comme une institution imposée de l'extérieur. Dans un contexte marqué par une forte sensibilité foncière, héritée en partie du conflit casamançais, ces tensions représentent un défi majeur pour l'intégration territoriale du LTAEB.

Dès lors, se pose la question centrale de la capacité du Lycée Technique Agricole Émile Badiane de Bignona à s'inscrire durablement dans son environnement social et territorial et à jouer pleinement son rôle de levier de la formation agricole et rurale. La réussite de cette mission ne saurait se limiter à la qualité des infrastructures ou des curricula de formation. Elle implique également la reconnaissance de l'utilité sociale du lycée, la construction de relations de confiance avec les acteurs locaux et l'adéquation de son offre de formation aux besoins du territoire et du marché du travail.

C'est dans cette perspective que s'inscrit le présent mémoire, qui cherche à répondre à la question suivante : quelles sont les conditions nécessaires pour que le Lycée Technique Agricole Émile Badiane (LTAEB) de Bignona puisse s'intégrer harmonieusement dans son territoire et agir efficacement comme un levier de la formation agricole et rurale ?

De cette interrogation principale découlent plusieurs questions spécifiques : comment s'est opérée la réhabilitation de l'image du lycée et le renforcement de son intégration dans le tissu local, et avec quels effets ? Comment les différents acteurs (parents, jeunes, élèves, formateurs, membres de l'administration, lauréats et riverains) perçoivent-ils les missions et l'utilité sociale du lycée ? Dans quelle mesure l'offre de formation agricole et rurale du LTAEB est-elle en adéquation avec les attentes des employeurs et les besoins du territoire ?

L'objectif général de cette étude est d'analyser les conditions dans lesquelles le Lycée Technique Agricole Émile Badiane de Bignona peut réussir une intégration territoriale harmonieuse et s'affirmer comme un acteur clé du développement agricole et rural. Plus spécifiquement, il s'agira de formaliser les démarches mises en œuvre pour réconcilier le lycée avec la communauté, d'étudier les perceptions des différents acteurs quant aux

missions et à l'utilité sociale de l'établissement, et d'analyser l'adéquation entre l'offre de formation et les attentes des employeurs.

Ce document de mémoire est scindé en trois (03) chapitres dont le premier est consacré à la revue littéraire et au cadre théorique. Le deuxième aborde la méthodologie tandis que le dernier chapitre expose les résultats.

CHAPITRE 01 : REVUE LITTERAIRE ET CADRE THEORIQUE

Dans ce chapitre, nous présentons la revue de littérature portant sur le lycée, sa vision ainsi que le cadre théorique mobilisé. Il s'agira de définir les principaux concepts utilisés et d'exposer les théories en lien avec la question centrale de notre recherche.

I. Revue Littéraire

1.1. Historique de la création du LTAEB

Le Lycée Technique Agricole de Bignona est un établissement public secondaire de formation technique et professionnelle. Il est créé par le Décret N 98-782-MEN-DC-DAJL9 du 24 sept 1998 et est sous la tutelle du Ministère de la Formation Professionnelle et Technique (MFPT).

Il a été baptisé Lycée Technique Agricole Emile Badiane (LTAEB) de Bignona, un an après sa création. Emile Badiane fut un brillant et engagé homme d'Etat et homme politique Sénégalais originaire de la Casamance, il fut plusieurs fois ministre de la république.

Le LTAEB se situe dans la région de Ziguinchor, plus précisément dans la commune de Tenghori du département de Bignona. C'est le seul lycée à vocation agricole au Sénégal. Il s'étend sur une superficie de 19 hectares.

1.2. Présentation des offres du LTAEB

Le LTAEB propose un large éventail de formations qui combinent enseignement technique et formation professionnelle.

Dans l'enseignement technique, le lycée dispense trois séries : les Sciences et technologies de l'agriculture et de l'environnement (S4), les Sciences et technologies des produits agroalimentaires (S5) et les Sciences et technologies de l'économie et de la gestion (STEG). Ces trois séries sont sanctionnées par l'obtention du baccalauréat technique.

En formation professionnelle, plusieurs diplômes sont délivrés. Le Brevet de Technicien Supérieur comprend deux options : Conduite et Gestion d'une Exploitation Agricole (BTS/CGEA) et Industrie Agroalimentaire (BTS/IAA). Le Brevet de Technicien forme les apprenants au métier de Chef de cultures horticoles (BT/2CH). Le Certificat d'Aptitude Professionnelle prépare, quant à lui, à la Transformation des produits agroalimentaires (CAP/TPA). À cela s'ajoutent les Certificats Professionnels de Spécialisation en Transformation et stabilisation des fruits et légumes (CPS/TSFL), en Production horticole (CPS/PH) et en Conduite d'élevage de poulets de chair.

Le lycée assure également de la formation continue dans plusieurs domaines, notamment les grandes cultures, l'horticulture, l'aviculture, la transformation agroalimentaire, ainsi que la gestion comptable, financière et administrative. Le tableau ci-dessous présente les conditions d'accès et de la durée des formations.

Tableau 1 : Condition d'accès et durée des formations

Filière	Éligibilité	Modalités d'accès	Durée de la formation
Sciences et technologies de l'agriculture et de l'environnement : S4	Élèves ayant validé le collège : niveau requis BFEM	Orientation académique par le CAOSP	3 ans (Seconde, Première, Terminale)
Sciences et technologies des produits agroalimentaires : S5			
Sciences et technologies de l'économie et de la gestion : STEG			
Brevet de Technicien Supérieur en Conduite et Gestion d'une Exploitation Agricole : BTS CGEA	Titulaires du baccalauréat séries L2, S, du BT agricole, ou de tout autre diplôme admis en équivalence	Appel à candidature, concours national organisé par la DECPC, entretien et sélection.	2 ans
Brevet de Technicien Supérieur en Industrie Agro-Alimentaire : BTS IAA	Baccalauréat scientifique ou de tout autre diplôme admis en équivalence	Appel à candidature, concours national organisé par la DECPC, entretien et sélection.	2 ans
Brevet de Technicien Chef de Cultures Horticoles : BT2CH	Élèves ayant validé le collège, titulaires du BFEM, du BEP ou de tout autre diplôme reconnu en équivalence	Appel à candidature, concours national organisé par la DECPC, entretien et sélection	3 ans
Certificat d'Aptitude Professionnelle en Transformation des Produits Agroalimentaires : CAP TPA	Niveau 4 ^e collège	Appel à candidature, entretien, sélection	3 ans
Certificat Professionnel de Spécialisation en Transformation et Stabilisation des Fruits et Légumes : CPS TSFL	Aucun niveau d'étude n'est exigé	Appel à candidature, entretien, sélection	4 mois

Certificat Professionnel de Spécialisation Producteur Horticole : CPS PH			6 mois
Certificat Professionnel de Spécialisation Agent de conduite d'élevage de poulets de chair			4 mois
Formation continue (agriculture, horticulture, aviculture, transformation, gestion)	Tout public : jeunes, adultes/professionnels	Appel à candidature, entretien, sélection	Variable selon les modules (de 3 jours à 3 mois)

Il est important de souligner que l'ensemble des formations dispensées au lycée, toutes filières et tous niveaux confondus, conduisent à l'obtention de diplômes d'État. Les examens des séries de l'enseignement technique sont organisés par l'Office du Baccalauréat, tandis que les certifications de la formation professionnelle sont assurées par la Direction des Examens, Concours Professionnels et Certifications.

1.3. Orientation du Plan Stratégique de Développement du LTAEB

Dans le cadre de la gouvernance du LTAEB, les membres de l'administration et le corps enseignant œuvrent en parfaite synergie pour faire du LTAEB un espace rayonnant, un véritable hub du savoir. C'est dans ce cadre que le Plan Stratégique du LTAEB a été élaboré, avec une vision claire, des missions, et des axes d'opérationnalisation.

Les acteurs et partenaires du lycée ont convenu pour cette vision : faire du LTAEB de Bignona, un lycée d'excellence dans la formation professionnelle et technique à travers un enseignement de qualité et un leadership affirmé dans la promotion de l'agrobusiness au niveau national.

La réalisation de ce futur souhaité nécessite la mobilisation de tous les acteurs de développement et leur accompagnement et encadrement par un appui rapproché et ciblé.

Les missions du LTAEB s'inscrivent pleinement dans le cadre de la loi d'orientation de la formation professionnelle et technique. Elles englobent la formation initiale, la formation continue, l'accompagnement à l'insertion des diplômés, ainsi que la recherche, le développement et l'innovation. Par ailleurs, le lycée permet aux professionnels de faire reconnaître leurs compétences et d'obtenir des équivalences de diplômes grâce à la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE).

Ces missions contribuent à former des individus bien éduqués, compétents et prêts à relever les défis de la vie adulte, que ce soit dans la poursuite de leurs études supérieures ou dans leur entrée dans le marché du travail.

Dans le cadre de ses missions, le LTAEB promeut plusieurs valeurs fondamentales, parmi lesquelles la bonne gouvernance, la culture de la réussite, l'équité, le comportement écoresponsable, la discipline et la solidarité.

Pour faire du lycée un hub de la formation professionnelle et technique, quatre axes ont été retenus :

Axe 1 : Infrastructures et équipements

Créé en 1998, le lycée technique agricole fait aujourd'hui face à un déficit notable en infrastructures et en équipements, ce qui limite sa capacité à assurer pleinement sa mission de formation. Dans un contexte marqué par l'évolution rapide des exigences du marché du travail, il apparaît indispensable de procéder à un renouvellement et à un renforcement des infrastructures et équipements afin de les adapter aux réalités actuelles.

À cet effet, les actions prioritaires suivantes ont été retenues : la réhabilitation des infrastructures vétustes avec l'appui des partenaires, la construction de bâtiments

fonctionnels et adaptés aux besoins pédagogiques, l'acquisition de matériels pédagogiques modernes en collaboration avec les partenaires techniques et financiers, ainsi que la réhabilitation de la voirie interne du lycée.

Axe 2 : Partenariat, communication et insertion

L'amélioration de la communication et le renforcement des partenariats constituent des leviers essentiels pour favoriser une gouvernance inclusive et une meilleure insertion des apprenants. Une collaboration efficace entre les enseignants, les apprenants, les parents, les partenaires et le personnel administratif est indispensable pour garantir la qualité des formations dispensées.

Dans cette perspective, les objectifs retenus portent sur la redynamisation du partenariat public-privé, l'élargissement qualitatif du réseau de partenaires techniques et financiers, la mise en place d'un processus structuré de communication interne et externe appuyé par des outils adaptés, ainsi que l'augmentation du taux d'insertion professionnelle des diplômés.

Axe 3 : Contribution à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD)

La contribution à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) constitue un engagement fort du personnel du lycée technique agricole. Les activités pédagogiques et pratiques mises en œuvre au sein de l'établissement participent déjà, de manière directe ou indirecte, à la réalisation de plusieurs ODD.

Les objectifs définis dans le cadre de cet axe visent notamment l'intégration de la gestion des déchets dans les activités pratiques d'enseignement-apprentissage, l'application de l'enseignement des ODD à tous les niveaux de formation, l'amélioration durable du cadre de vie du lycée, ainsi que la contribution effective à la transition agro-écologique.

Axe 4 : Amélioration de la formation tout au long de la vie et intégration du numérique

L'amélioration de la formation tout au long de la vie et l'intégration du numérique représentent des enjeux majeurs pour répondre aux défis éducatifs, économiques et sociaux de la société contemporaine. L'intégration réussie du numérique dans les dispositifs de formation nécessite une approche holistique impliquant l'ensemble des acteurs, notamment les pouvoirs publics, les entreprises, les établissements de formation et les individus. Dans cette dynamique, il est essentiel de créer un environnement favorable à l'apprentissage continu et à l'adaptation aux mutations constantes de la société. Pour atteindre cet objectif, plusieurs actions sont envisagées, notamment l'organisation annuelle de sessions de renforcement des capacités du personnel, l'intégration de nouvelles filières de formation, la mise en place d'une cellule d'assurance qualité et le développement d'un enseignement davantage orienté vers le numérique (Fall, 2024).

II. Présentation des théories et concepts clés

2.1. Cadre conceptuel

Nous avons choisi quelques concepts qui sont en lien avec notre thématique afin de permettre une meilleure compréhension des termes utilisés.

2.1.1. *Intégration*

Le concept intégration, dans cette étude, renvoie à la capacité du Lycée Technique Agricole Emile Badiane de Bignona, bien qu'il surgisse un désagrément dû à l'expropriation foncière, à promouvoir des politiques et des stratégies qui susciteraient davantage l'adhésion de la communauté. Cette définition est partagée par Legendre (1993) qui définit l'intégration comme l'action de faire interagir divers éléments ou composantes en vue d'en constituer un tout harmonieux (p. 732).

De manière plus spécifique le centre suisse de pédagogie spécialisé (CSPS) définit l'intégration comme étant l'insertion des populations dans des structures de formations professionnelles. Cette intégration permet aux entités ou composantes de tirer pleins profits des avantages mutuels, afin que chaque composante ou entité puisse y trouver son compte. Cette intégration nécessite une excellente adhésion des communautés afin de bénéficier des innombrables opportunités que leur offre le lycée. Parallèlement, elle leur permettrait aussi de contribuer au rayonnement de la structure.

2.1.2. *Organisme de formation*

Le concept, organisme de formation est défini comme un lieu où l'on cultive le savoir, le savoir-faire, le savoir-faire faire et le savoir-être. Il permet de modeler et de transformer les apprenants en leur inculquant des connaissances, des aptitudes et de valeurs. Cette définition est similaire à celle proposée dans le code du travail sénégalais qui définit un organisme de formation ou dispensateur de formation ou prestataire de formation comme étant une personne physique ou morale qui déroule des offres de formations et fournit des prestations de services (Source : article L6351-1 du code du travail).

2.1.3. *Développement*

Le Lycée Technique Agricole Emile Badiane, pour cultiver une bonne entente avec la communauté, a décidé, par une approche inclusive d'octroyer une parcelle de plus de 6ha aménagée aux riverains qui viennent y cultiver des légumes pour soutenir leur alimentation et pour générer des revenus. Le lycée contribue ainsi au développement de la communauté.

Cette définition du développement est partagée par l'auteur Bernard Bret (2012) qui définit le développement comme étant l'amélioration du bien-être des populations.

Le développement concerne donc les conditions d'existence, et de vie des individus. Il englobe sécurité alimentaire et épanouissement des personnes.

2.1.4. *Communauté*

La notion de communauté est définie ici comme un groupe de personnes ou de populations qui vit en commun dans un milieu, suivant des règles établis afin de permettre à toutes les personnes de vivre dans un environnement sûr respectant scrupuleusement les libertés individuelles et collectives partagées. Cette définition est partagée par l'auteur Valenti, (2012) qui définit une communauté comme étant un groupe de personnes ou de populations qui partagent une ou plusieurs caractéristiques. Une communauté se caractérise par le partage d'un territoire, d'une géographie et des caractéristiques sociodémographiques (langue, ethnie...).

2.2. Les Théories mobilisées

Les théories retenues ne l'ont pas été au hasard. Elles ont été choisies parce qu'elles s'alignent directement sur l'ensemble des initiatives et des stratégies mises en œuvre par les autorités administratives du lycée pour favoriser une cohabitation harmonieuse avec les communautés locales.

2.2.1. *Théorie du capital humain*

Quelques années après sa création, le lycée s'est fortement engagé dans la formation professionnelle avec l'appui de ses partenaires canadiens. En effet, avec l'aide de ses partenaires, le lycée fut la première structure au Sénégal à mettre sur le marché de l'emploi des techniciens supérieurs en conduite et gestion d'une exploitation agricole, formés selon l'approche par compétences. Le lycée a très tôt compris que la formation est un investissement sûr qui permet d'avoir un capital humain de qualité. Ces propos sont corroborés par la *théorie du capital humain* qui soutient que la formation est un investissement et elle permet de doter les personnes de compétences inhérentes à l'exercice d'une fonction ou d'un métier (Mincer, 1974).

Dans un monde dynamique, les offreurs de formation doivent être les lieux par excellence de la promotion de l'employabilité qui est le gage d'une insertion socioprofessionnelle stable et durable. Dans le monde des affaires, le recrutement se base sur les compétences. Les entreprises, étant concurrentielles, recherchent les meilleurs profils afin de booster leur compétitivité.

2.2.2. *Théorie de la Résilience*

Au fil des années, le lycée agricole a été confronté à plusieurs difficultés, notamment des sabotages du réseau hydrique, des vols de produits agricoles et, à certaines périodes, la disparition d'équipements. Malgré ces épreuves, l'établissement a su faire preuve de résilience. Chaque incident a été l'occasion d'une adaptation, à travers la réparation des installations endommagées, le renforcement de la vigilance des agents de sécurité et la sensibilisation de ces derniers à leurs responsabilités. Par ailleurs, l'implication des autorités religieuses a joué un rôle important, en relayant dans les lieux de culte des messages de prévention et de responsabilisation à l'endroit des communautés. Cette capacité d'adaptation lui a permis d'assurer la continuité de ses missions. Cette attitude face à ces obstacles est partagée par Ungar (2018), qui a soutenu que les organismes de formation ont la capacité de se redresser face à des adversités.

2.2.3. *La théorie du don contre-don*

Les autorités du Lycée Technique Agricole Emile Badiane ont longtemps compris la sociologie des populations. En effet, elles ont compris que quand on donne généralement on reçoit. Une parcelle de 6ha aménagée et dédiée aux riverains, le partage d'infrastructures,

entre autres approches, ont constitué de pertinentes stratégies pour permettre aux riverains de mieux accepter la présence de l'établissement sur leur territoire. Ces propos sont appuyés par la théorie du don/contre-don de Marcel Mauss (1999) qui soutient l'idée que le lien social est construit et entretenu par un système d'échanges, le don entraîne généralement un contre-don. Le don crée toujours une dette sociale entre le donneur et le receveur. Cette théorie colle très bien avec la démarche du lycée auprès de ses riverains qui ont bénéficié de beaucoup de privilèges en son sein. Ces derniers participent en retours aux activités extra muros telles que le nettoyage, le reboisement mais aussi contribuent à veiller à la sécurité des installations et du patrimoine du lycée.

2.2.4. *Limite et critique*

Les théories mobilisées sont certes pertinentes pour permettre une bonne intégration d'une structure dans une communauté réticente, mais restent insuffisantes au regard de la complexité du cas étudié. La théorie du capital humain, se révèle limitée dans la mesure où les populations ont longtemps considéré l'agriculture comme étant un métier secondaire. Un métier qui ne nécessite pas selon elles un apprentissage soutenu car longtemps pratiquée par les aïeux sans aucune formation formelle.

La théorie de la résilience pourrait aussi être complétée par d'autres actions telles que la sensibilisation, mais aussi le développement au sein du LTAEB des stratégies inclusives visant à mieux impliquer les populations locales dans la gouvernance, mais aussi en développement des services destinés aux communautés.

La théorie du don et du contre don de Marcel Mauss est très intéressante pour instaurer un écosystème de confiance, et renforcer les relations sociales. Toutefois, l'homme oublie vite, quand le don n'est pas diversifié, il pense à la longue que c'est normal, et naturel. Or il est difficile d'avoir toujours de quoi donner pourtant, parfois gage d'un climat social apaisé.

CHAPITRE II : METHODOLOGIE

Le chapitre sur la méthodologie englobe la caractérisation et la géolocalisation de la zone d'étude. Il prend aussi en compte, les méthodes de collectes de données, les outils de collectes et le choix de l'approche d'étude.

I. Zone d'étude

La région de Ziguinchor est située dans le sud-ouest du Sénégal, elle est délimitée au nord par la Gambie, au sud par la Guinée-Bissau, à l'est par les régions de Kolda et Sédhiou, et à l'ouest par l'Océan Atlantique. Elle est composée de 3 départements Bignona, Oussouye et Ziguinchor.

La commune de Tenghori est située dans le département de Bignona. Elle couvre une superficie de 302 km² regroupant 35 villages autour de la commune de Bignona qui exerce une forte polarisation. Elle est traversée par la Transgambienne (RN4). Elle est limitée au nord par l'arrondissement de Sindian, au sud par la commune de Coubalan à l'est par la commune de Ouonck et à l'ouest par l'arrondissement de Tendouck.

La figure ci-dessous montre la localisation du Lycée Technique Agricole Emile Badiane dans la commune de Tenghori.

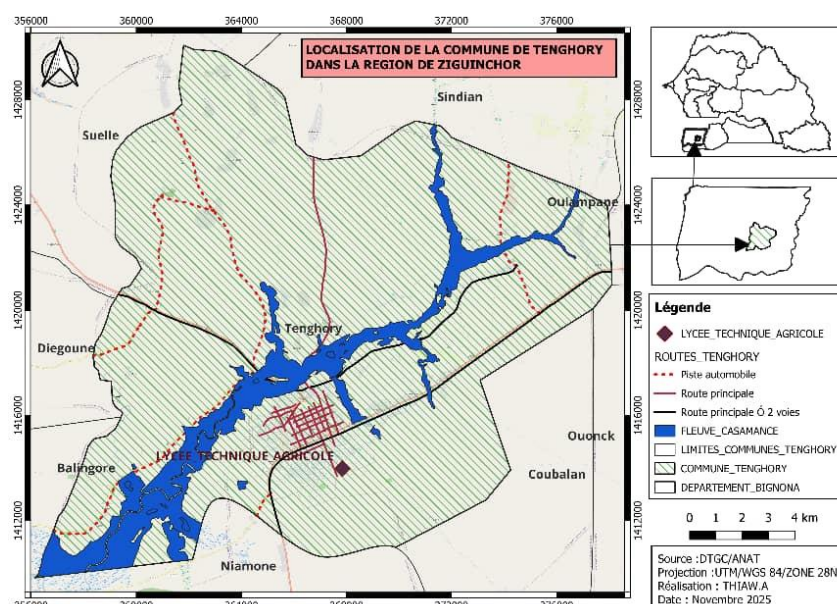


Figure 1 : Carte de géolocalisation du Lycée Technique Agricole Emile Badiane

II. Choix de l'approche d'étude

Notre étude porte sur la perception des acteurs sur l'intégration du Lycée Technique Agricole Emile Badiane mais aussi sur l'impact de la formation agricole et rurale de l'établissement. Nous avons opté pour une approche mixte, qualitative et quantitative afin de mieux étudier notre problématique mais aussi d'assurer une parfaite triangulation des sources et des données.

L'approche qualitative est essentielle pour permettre aux interrogés d'être plus libres à partager leurs ressentis, leurs constats et observations mais aussi leurs opinions. C'est une approche non fermée mais plutôt ouverte, elle est intéressante car elle permet de collecter beaucoup d'informations. Ces propos sont corroborés par Royer, et Baribeau (2004), qui soutiennent que l'approche qualitative est l'idéal si nous voulons avoir une compréhension riche des phénomènes sociaux, elle permet d'explorer les phénomènes en profondeur et de manière originale.

L'approche quantitative quant à elle, est un complément essentiel à l'approche qualitative, elle permet de mieux exploiter des données statistiques chiffrées. Martin, (2021) appui cette idée en décrivant l'approche quantitative comme étant un ensemble de techniques et de raisonnements qui visent à examiner des données standardisées souvent issues d'un questionnaire. Elle repose sur des méthodes statistiques pour générer des informations chiffrées telles que des pourcentages ou des ratios.

2.1. Grille d'analyse et Choix des outils de collectes

Le diagnostic de la grille d'analyse nous a permis de déceler et de répertorier l'ensemble des acteurs qui gravitent dans notre écosystème d'étude. Un travail méticuleux et minutieux nous ont permis d'identifier les acteurs, il s'agit des apprenants en formation, les lauréats, les riverains, les jeunes, les parents, les employeurs, les formateurs et les membres de l'administration du LTAEB. La figure ci-dessous présente la grille d'analyse de notre étude.



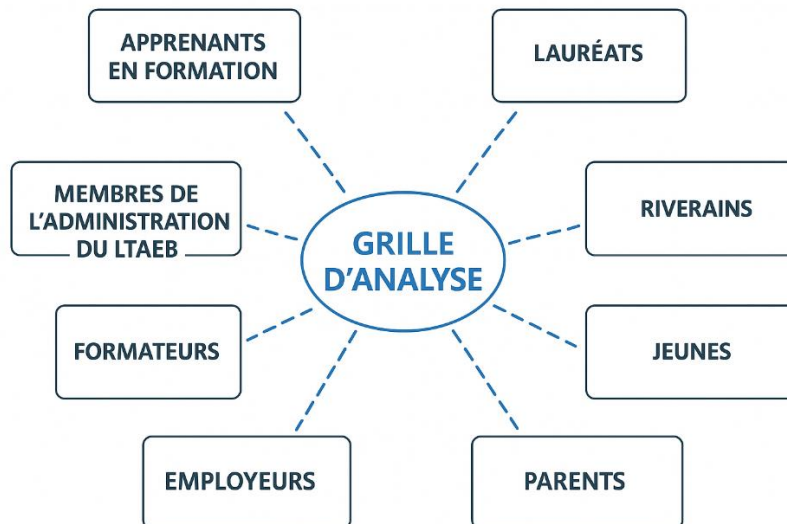


Figure 2 : Grille d'analyse

Dans notre étude, nous avons choisi l'entretien individuel de type semi-directif. C'est un type d'entretien très efficace qui permet de pousser l'interviewé à partager le maximum d'informations. Comme l'a dit Ramdi et Alami (2023), bien qu'il nécessite des relances pour gérer les digressions et des discussions, l'entretien semi-directif offre un éventail d'informations à l'enquêteur. Elle diffère de l'entretien non directif qui accorde une liberté totale à l'interviewé ce qui rend très difficile la collecte.

Pour structurer les entretiens, un guide d'entretien a été utilisé comme outil principal pour collecter les informations nécessaires à l'étude. La conception de ce guide s'est appuyée sur la méthode de l'entonnoir, qui consiste à commencer par des questions générales avant de s'orienter vers des questions plus spécifiques et précises, allant ainsi du général au particulier. Nous avons également élaboré un questionnaire que nous avons administré aux élèves en formation à travers des entretiens individuels. Cette démarche a permis de réduire les biais d'interprétation des questions et d'assurer une meilleure compréhension de chaque item. Elle a aussi facilité la conduite des échanges, en permettant de clôturer chaque entretien de manière structurée tout en recueillant, lorsque cela se présentait, des éléments complémentaires à travers les suggestions formulées par les apprenants.

Pour les autres catégories d'acteurs, nous avons eu recours à des guides d'entretien adaptés à leurs profils et à leurs rôles respectifs dans le dispositif étudié.

2.2.Echantillonnage et outils d'analyse

Pour les élèves en formations dans le domaine de la formation agricole et rurale, plus précisément les brevets de technicien chef de culture horticole, les brevets de technicien supérieur en conduite et gestion d'une exploitation agricole, les clusters producteurs horticoles, et les élèves de la série S4 : Sciences et technologie de l'agriculture et de l'environnement, nous avons pris relativement la moitié de l'effectif de chaque série ou niveau pour constituer l'échantillon. Bien qu'un questionnaire ait été élaboré, son administration s'est faite sous la forme d'entretiens individuels. Cette démarche a permis de s'assurer de la bonne compréhension des différents items par les enquêtés, mais également de recueillir, à l'issue de chaque entretien, une synthèse des échanges.

La figure ci-dessous indique la composition de l'échantillon des élèves.

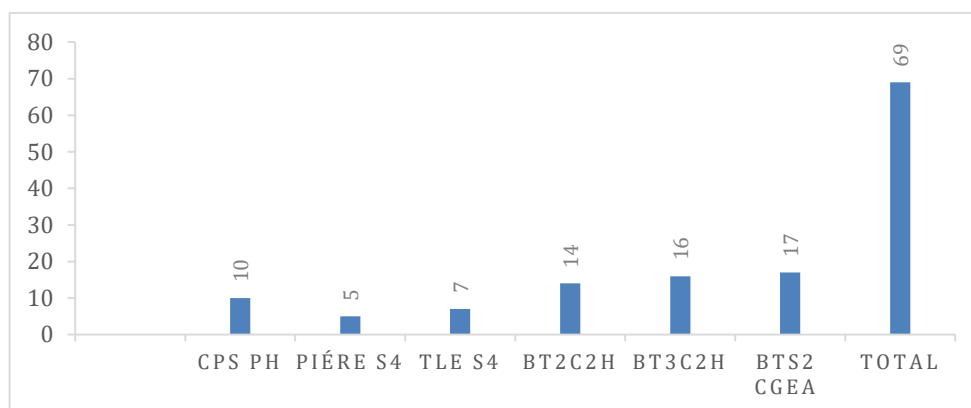


Figure 3 : Echantillon des élèves en formation interrogés

Concernant les autres acteurs, l'échantillonnage s'est fait suivant une méthode boule de neige. Les guides d'entretien élaborés nous ont permis de recueillir des informations auprès des catégories d'acteurs ci-dessous :

Tableau 2 : Echantillon guide d'entretien

Acteurs	Nombre enquêté
Membre de l'administration	3
Employeur	5
Formateur	4
Jeune	4
Lauréat	8
Parents d'élève	3
Riverain	6
Total	33

Dans le cadre de notre mémoire, nous avons utilisé le logiciel Sphinx qui nous a permis de faire le traitement primaire des données. En effet, après avoir administré le questionnaire à travers un entretien, nous avons parallèlement élaboré le questionnaire avec sphinx. Après, nous avons collecté toutes les informations, et enfin grâce au logiciel Sphinx, nous avons créé une base de données statistique. Le logiciel Jamovi, nous a permis d'importer la base de données et de faire les statistiques descriptives de mes variables.

2.3. Transcription

Par le moyen d'un stylo, de bloc note et d'enregistreur, nous avons collecté les informations auprès des catégories d'acteurs. Le guide d'entretien nous a permis de faire des entretiens semi directifs afin de laisser plus de liberté aux acteurs rencontrés. Chaque fiche d'entretien est transcrite, ce qui nous a permis d'avoir la synthèse de chaque entretien.

CHAPITRE III : RESULTATS

Ce chapitre présente et analyse les principaux résultats obtenus autour de la question centrale du mémoire : comment le Lycée Technique Agricole Émile Badiane (LTAEB) assure-t-il son intégration territoriale et joue-t-il un rôle de levier dans la formation agricole ? Le chapitre vise à répondre à trois questions spécifiques. Il s'agit tout d'abord d'analyser la manière dont l'image du lycée a été réhabilitée, comment son intégration dans le tissu local s'est consolidée et quels effets en ont découlé. Ensuite, il cherche à comprendre la perception qu'ont les différents acteurs, parents, jeunes, élèves, formateurs, administration, lauréats et riverains des missions, de l'utilité sociale et de l'impact du LTAEB. Enfin, il s'intéresse au degré d'adéquation entre l'offre de formation agricole et rurale du lycée et les attentes exprimées par les employeurs.

Pour organiser l'analyse des résultats, le chapitre est structuré en trois sections principales : la formalisation du processus d'intégration territoriale du lycée, la perception des missions et de l'utilité sociale du LTAEB, et la cartographie socioéconomique ainsi que les attentes des employeurs.

I. Formalisation du processus d'intégration du lycée

1.1. Processus de création du Lycée Technique Agricole Emile Badiane

Les entretiens que nous avons menés auprès de l'administration du lycée et auprès des familles riveraines nous ont permis de retracer le processus de l'implantation du lycée depuis sa création en 1998. La figure ci-dessous présente le processus d'implantation du lycée.

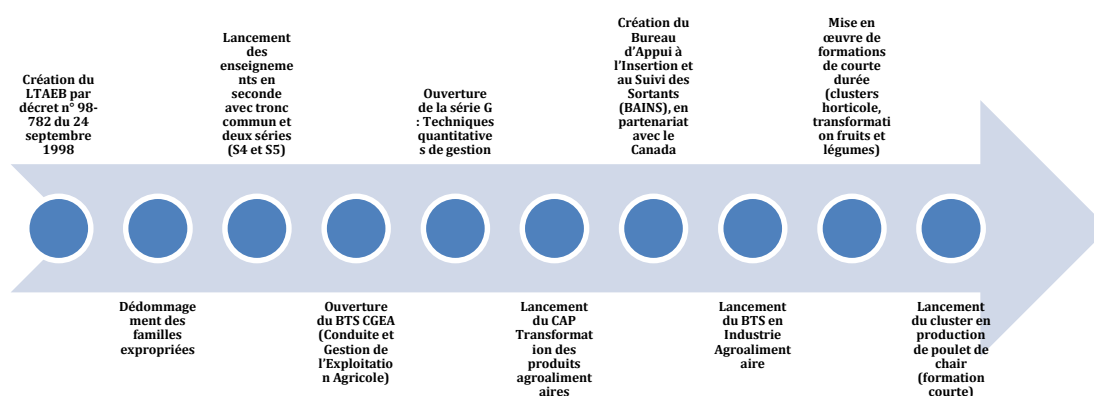


Figure 4 : Processus d'implantation du lycée

Le tableau qui suit illustre les faits marquants, les objectifs recherchés, la réaction des populations et les mesures d'atténuations prises pour une implantation durable du lycée.

Tableau 3. : Historique du Lycée Technique Agricole Émile Badiane (LTAEB) de Bignona

Année	Faits marquants	Objectifs logiques	Réactions des populations	Réajustements apportés
1998	Création du LTAEB par décret n° 98-782 du 24 septembre 1998	Promouvoir une formation agricole et rurale (FAR) de base et de masse pour renforcer le capital humain agricole ; Faire de Bignona un pôle de professionnalisation agricole.	Mécontentement des populations locales face à l'expropriation foncière.	Dialogue avec les communautés; Sensibilisation sur la nécessité stratégique du lycée.
1998	Dédommagement des familles expropriées	Atténuer les effets sociaux de l'expropriation ; maintenir la paix sociale autour du site du lycée.	Mécontentement persistant : familles jugent les compensations insuffisantes ; Les familles qui avaient construit n'ont reçus que des parcelles d'habitat. Les autres qui n'avaient pas construits mais avaient des parcelles agricoles à l'intérieurs du lycée n'ont pas bénéficié de dédommagement.	Médiations locales, avec appui des chefs coutumiers ; Autorisation des riverains à venir exploiter au lycée.
1999	Lancement des enseignements en seconde avec tronc commun et deux séries (S4 et S5)	Former des techniciens intermédiaires dans l'agriculture, l'agroalimentaire et l'environnement ; valoriser les atouts agricoles de la région.	Défiance vis-à-vis de la filière : rumeurs sur la non-reconnaissance du bac agricole Mais après les premiers bacheliers, les riverains ont compris que les formations sont reconnues par l'Etat.	Campagne de sensibilisation Dans les écoles, émission aux radios, journée portes ouvertes ; Avec l'aide des partenaires des journées d'excellences

				pour primer les meilleures élèves. Les meilleures élèves des premières promotions ont bénéficié de vélos et les inscriptions étaient gratuites pour tous les élèves.
2009	Ouverture du BTS CGEA (Conduite et Gestion de l'Exploitation Agricole)	Former des techniciens supérieurs qualifiés capables de gérer des exploitations agricoles durables.	Faible taux d'inscription local ; la majorité des étudiants viennent d'autres régions.	Multiplication des émissions radio, journées portes ouvertes,
2010	Ouverture de la série G : Techniques quantitatives de gestion	Diversifier l'offre pédagogique ; élargir les débouchés vers la gestion administrative et financière.	Accueil positif chez les élèves cherchant une orientation dans le domaine de la gestion.	Massification par la sensibilisation.
2010	Lancement du CAP Transformation des produits agroalimentaires	Permettre aux élèves sortants du collège d'avoir une qualification professionnelle adaptée au marché local.	Bonne adhésion, notamment des filles ; intérêt accru pour les métiers de transformation.	Appui logistique, mise en place d'une unité de transformation agroalimentaire ; Acquisition d'un bus pour effectuer les missions et faciliter les excursions dans les unités de transformations de la région.
2011	Création du Bureau d'Appui à l'Insertion et au suivi des Sortants	Répondre au besoin d'insertion professionnelle ;	Forte attente des sortants vis-à-vis de l'emploi ; reconnaissance	Création d'un fonds revolving pour booster

	(BAINS), en partenariat avec le Canada	Assurer un lien école-marché du travail	du besoin d'accompagnement post-formation.	l'entrepreneuriat ; Accompagnement individualisé des diplômés
2018	Lancement du BTS en Industrie Agroalimentaire	Offrir une spécialisation pointue aux bacheliers scientifiques ; Soutenir la chaîne de valeur agroalimentaire.	Intérêt croissant pour des étudiants souhaitant devenir chefs de production, de qualitiiciens ...	Développement de partenariats avec les PME agroalimentaire ; Signature de conventions de partenariat pour faciliter le placement des apprenants en stage.
2018	Mise en œuvre de formations de courte durée (clusters horticole, transformation fruits et légumes)	Répondre aux besoins en formation continue des producteurs ; Professionnaliser les jeunes et les femmes porteurs de projets agricoles.	Forte demande des populations et des professionnels en quête de formation qualifiante et professionnalisante.	Amélioration de la formation pour qu'elle soit plus pratique pour éviter les désistements surtout les professionnels qui n'ont pas beaucoup de temps et sont intéressés plus par la pratique.
2025	Lancement du cluster en production de poulet de chair (formation courte)	Répondre à la demande croissante en aviculture moderne ; Appuyer l'auto-emploi des jeunes	Forte demande des populations en quête de formation qualifiante et professionnalisante	Réseautage d'entreprises et signatures de convention de partenariat pour garnir la base de données et faciliter l'insertion professionnelle.

Le tableau ci-dessus met en évidence l'évolution du LTAEB depuis sa création en 1998 jusqu'en 2025, en montrant comment le lycée a progressivement renforcé son intégration territoriale et adapté son offre de formation aux besoins locaux.

À chaque réaction de la population, l'administration déploie un mécanisme d'ajustement visant à renforcer l'intégration du lycée dans son environnement. Il s'agit notamment de : l'incubateur d'entreprise, la coopérative, le partage d'infrastructures, la cellule genre, la promotion des journées de l'entrepreneuriat agricole, ainsi que la contribution de l'établissement à l'insertion des diplômés.

Nous développerons, dans ce qui suit, l'implémentation de chacun de ces mécanismes.

1.2. L'incubateur du LTAEB

Un incubateur est un dispositif fonctionnel mis à la disposition des finissants qui pendant une durée déterminée, y mènent des activités en lien avec la formation reçue, afin de mieux préparer leur insertion socio professionnelle.

Depuis 2011, le LTAEB, avec l'appui de partenaires extérieurs, a aménagé un périmètre d'une superficie de 6 ha. Il est mis à la disposition des apprenants finissants.

Cet incubateur, en plus du «projet intégrateur», du «Business Plan Box» inauguré le 24 Avril 2015 par Mr son excellence Mr James Zumwalt ambassadeur des USA au Sénégal, représente un outil supplémentaire pour permettre au Bureau d'Appui à l'Insertion et au suivi des Sortants (BAINS) d'assurer pleinement sa mission d'orientation, de conseil et de coordination des stages au service des jeunes en formation.

Toutefois, avec la demande très timide des sortants, du fait que beaucoup souhaitent immédiatement travailler à la sortie, ou entreprendre ou bien poursuivre leurs études, l'administration du lycée a décidé depuis octobre 2014 d'ouvrir l'incubateur aux populations riveraines du LTAEB. Comme l'a précisé le Proviseur : *«L'objectif est d'offrir aux jeunes et aux femmes du quartier Tenghori Transgambien où est implanté le LTAEB, un espace de productions maraichères pour leur permettre d'en tirer des subsides»*. Les demandeurs de parcelles au niveau de l'incubateur sont de plus en plus nombreux, malheureusement, si l'espace à aménager est encore disponible, la maîtrise de l'eau commence à apparaître comme une contrainte majeure.

Les membres de l'incubateur du LTAEB se sont organisés en une association dénommée «Association des Maraichers de l'Incubateur du LTAEB». Un bureau est élu et des cotisations très symboliques sont instaurées pour prendre en charge les frais de maintenance

et d'entretien mineurs. A côté des membres de l'association, les étudiants exploitent des parcelles et apportent un appui technique à l'association.

Ainsi, le LTAEB met en œuvre, en plus des missions régaliennes assignées aux établissements de formation professionnelle et technique, une nouvelle mission : celle de service à la communauté, visant à contribuer à la lutte contre la pauvreté la délinquance juvénile et l'émigration clandestine.

1.3. Coopérative des producteurs de la région de Ziguinchor

Dans sa mission de service à la communauté, le Lycée Technique Agricole Emile Badiane, a organisé les producteurs de la région de Ziguinchor en coopérative. D'après le Proviseur *«la coopérative favorise l'implication des acteurs de la chaîne agricole dans le dispositif de formation du lycée»*. La coopérative bénéficie de formation sur les approches innovantes en vogue dans le domaine agricole. Au retour les producteurs reçoivent les apprenants du lycée en stage de capacitation. Ainsi donc, un partenariat gagnant-gagnant est établi.

Les stages des apprenants se font à la fin de chaque année scolaire, ils sont obligatoires et sont coordonnés par le Bureau d'Appui à l'Insertion et au suivi des Sortants (BAINS). Après le placement en entreprise, le BAINS organise une mission de supervision de stagiaires dans la région de Ziguinchor et dans les autres localités du territoire. Ce sont des moments riches en échanges entre le superviseur et l'équipe encadrante du stagiaire. *Comme l'a dit un des partenaires «le lycée agricole, est la rare structure, qui vient voir les conditions de stage de ses apprenants»*.

1.4. Partage d'infrastructures

Le Lycée technique agricole Emile Badiane de Bignona a aussi signé des conventions avec les associations sportives et culturelles de Bignona. Le lycée met à leur disposition le terrain de football et la salle foyer. A chaque fois au besoin, elles utilisent le terrain de football pour des matchs de football ou pour d'autres activités culturelles. Elles utilisent également la salle foyer du lycée pour abriter des événements culturels. Comme l'a témoigné le président de l'association : *«La salle foyer nous permet d'organiser des activités génératrices de revenus. Cela renforce nos activités et crée un lien fort avec le lycée»*.

Ce maillage entre le lycée et les associations sportives et culturelles favorise leur implication dans les activités extra-muros, notamment lors des opérations de nettoyage à la veille de l'année scolaire, des activités de plantation, mais également dans les actions contribuant à la sécurité de l'enceinte scolaire.

1.5. Cellule genre

Le lycée Technique Agricole Emile Badiane fut très longtemps marginalisé et relégué au second rang. Les effectifs étaient très faible au départ moins de 50 apprenants, avec seulement deux séries : Sciences et technologie de l'agriculture et de l'environnement (Série S4) et Sciences et technologie du produit agroalimentaire (Série S5). La population locale considérait les filières techniques «masculins» et trouvait peu d'intérêt d'inscrire leurs enfants au lycée. A cause des stéréotypes, elle accordait moins d'importance à la formation agricole et agroalimentaire. C'est la raison pour laquelle le Proviseur a nommé une responsable de la cellule genre. En 2005, le lycée comptait une seule fille. La responsable organisait chaque année une caravane de sensibilisation dans les villages et dans les établissements pour sensibiliser sur les opportunités du lycée. Comme elle l'a témoignée avec conviction, *«au LTAEB, nous avons cassé les stéréotypes liés au genre»*. Aujourd'hui, avec l'accroissement des filières, le lycée compte plus 500 apprenants en majorité dominé par les filles.

1.6. La promotion des journées de l'entrepreneuriat agricole

En outre des activités de la cellule genre, le LTAEB organise chaque deux ans, la promotion des journées de l'entrepreneuriat agricole qui draine beaucoup de personnes, les parents d'élèves, les apprenants, les représentants des établissements de la zone, les entrepreneurs agricoles et agroalimentaires et les autorités locales administratives et coutumières. Durant ces journées, des activités de sensibilisations sur les innombrables opportunités du LTAEB sont partagées. Comme l'a témoigné le Proviseur : *«Les Journées de l'Entrepreneuriat Agricole permettent de montrer concrètement ce que le lycée apporte au territoire et d'encourager les jeunes à croire en leur capacité à entreprendre»*. Ce sont des moments très riches en partage avec des panels, le tout couronné par des visites de stands des entrepreneurs mais également par une visite guidée du lycée.

1.7. Contribution de l'Établissement à l'insertion des formés

Le lycée Technique Agricole Emile Badiane leader dans la formation agricole et rural, a mis en place avec l'accompagnement de ses partenaires canadien le premier BTS en conduite et Gestion d'une exploitation agricole. Aujourd'hui des centaines de techniciens supérieurs sont formés et certifiés à la disposition du monde professionnel. Comme l'a précisé le Proviseur : *«le LTAEB, est la première structure au Sénégal, qui a dispensé le BTS en Conduite et Gestion d'une Exploitation Agricole (CGEA), donc le premier à avoir mis sur*

le marché de l'emploi des techniciens supérieurs dans le domaine, formés selon l'approche par compétences».

Le LTAEB afin de répondre aux aspirations de la politique nationale sur la formation professionnelle, s'est aligné aux référentiels stabilisés par le ministère en charge de la formation professionnelle. En ce sens plusieurs plateaux techniques sont mis à la disposition des apprenants en formation, un département de production animale, végétale et des unités agroalimentaires. Le lycée permet aux apprenants en dehors des compétences techniques et transversales acquises au sein du lycée, la possibilité de sortir avec un diplôme d'Etat, mais aussi avec une forte expérience. En effet, pour toutes les formations dispensées, des séjours en entreprise sont indispensables, à cela s'ajoute des sorties pédagogiques, et l'implication actives des professionnels lors de la formation.

Depuis les assises de 2001 portant sur l'enseignement technique et la formation professionnelle, une mission supplémentaire est venue s'ajouter aux missions classiques assignées aux structures de formations professionnelles. Il s'agit de l'appui à l'insertion. Partant de ce contexte, un Bureau d'Appui à l'Insertion et au suivi des Sortants (BAINS) est mis en place en juin 2011 avec l'appui du CEGEP de Sherbrooke et du campus d'Alfred de l'université de Guelph Canada. L'appui à l'insertion est devenu l'une des principales missions du LTAEB. Comme l'a témoigné le Proviseur : *«Le BAINS est le cordon ombilical entre les milieux professionnels et le LTAEB».*

Plusieurs initiatives ont été mises en place pour créer un écosystème réellement favorable à l'entrepreneuriat :

L'incubateur d'entreprises agricoles : Installé au sein du lycée, il permet d'accompagner les sortants qui souhaitent entreprendre, en renforçant leurs compétences techniques, managériales et organisationnelles ;

Le club d'entrepreneuriat : Composé d'apprenants et de formateurs encadreurs, il vise à susciter l'envie d'entreprendre et à encourager les jeunes à développer leur esprit d'initiative. Comme le disait un des lauréats : *«C'est le lycée, qui a réveillé ma fibre entrepreneuriale»* ;

L'accompagnement financier et non financier des sortants : Chaque année, les meilleurs projets étaient sélectionnés et financés entre 1 et 7 millions de francs CFA, remboursables sans intérêt, avec un différé pouvant aller d'un an à un an et demi selon la nature du projet. À ce jour, plus de 80 millions de francs CFA ont été prêtés aux sortants, permettant l'implantation de plus de 30 entreprises dans différentes zones du territoire.

Les visites taches d'huile : les entrepreneurs considérés comme des modèles de réussite dans l'agrobusiness, appelés "champions", sont sélectionnés, visités et interrogés sur leur

parcours. Ils sont également invités aux journées portes ouvertes pour partager leurs expériences, leurs échecs et leurs réussites. Cette approche motive fortement les apprenants en formation.

Les journées de l'entrepreneuriat en agrobusiness : Organisées tous les deux ans, elles rassemblent les apprenants des structures de formation agricole ainsi que de nombreux professionnels du secteur autour des enjeux actuels de l'agrobusiness. Cette initiative contribue à soutenir et à pérenniser la dynamique entrepreneuriale au sein du lycée.

Ainsi, suite à l'expropriation foncière ayant permis son implantation, le lycée a mis en place plusieurs stratégies visant à permettre l'appropriation de l'établissement par la communication locale. Il s'agit de l'incubateur, de la coopérative des producteurs de la région de Ziguinchor, le partage d'infrastructures avec les associations sportives et culturelles, la cellule genre entre autres.

II. Perception des missions et de l'utilité sociale du lycée

Dans cette partie, nous abordons plusieurs aspects, notamment la caractérisation de l'échantillon d'étude, la perception des missions du lycée, l'utilité sociale de l'établissement, ainsi que l'appréciation des jeunes, des lauréats, des formateurs et des riverains et parents d'élèves.

2.1.Caractérisation de l'échantillon d'étude

2.1.1. Statut professionnel des parents d'élèves

L'analyse du tableau 04 indique une diversité des activités, nous pouvons noter que la majorité des parents d'élève de notre échantillon sont des agriculteurs, 31 individus soit 45%. Les parents d'élèves fonctionnaires, représentent 26 individus, soit 38%. Les autres professions sont moins représentés, les commerçants 5 individus, soit 7%, les ouvriers 4 individus soit 6%, les chauffeurs 2 individus soit 2% tandis qu'un seul parent d'élève est agronome soit 1%. L'analyse indique plus de 80% des parents d'élèves sont soit agriculteurs soit des fonctionnaires, ce qui prouvent à suffisance que le LTAEB est dans une forte zone agricole. C'est une zone où l'essentiel de l'économie est portée par l'agriculture et les services administratifs. Par ailleurs Sy et al. (2019), confirment que la région de Ziguinchor est l'une des régions les plus agricoles au Sénégal.

Tableau 4: Statut Professionnel des parents d'élèves

Statut professionnel des parents	Fréquences	% du Total	% cumulés
Agriculteur	31	45%	45%
Agronome	1	1%	46%
Chauffeur	2	3%	49%
Commerçant	5	7%	56%
Fonctionnaire	26	38%	94%
Ouvrier	4	6%	100%

2.1.2. Répartition du genre

L'analyse de notre échantillon montre quasiment un équilibre entre les individus de sexe masculin et ceux de sexe féminin. Nous avons noté presque une parité entre les deux sexes, pourtant vers les années 2005, le LTAEB comptait une seule fille. Ce quasi-équilibre est dû à l'excellent travail de sensibilisation, menée par la cellule genre du LTAEB dans les villages, les structures scolaires, lors des émissions et de journées portes ouvertes. Comme l'a affirmé la responsable de la cellule genre : «*La cellule genre est le moteur de la parité au lycée*». Le tableau ci-dessous montre la répartition du genre de notre échantillon.

Tableau 5: Répartition du genre

Genre	Fréquences	% du Total	% cumulés
Féminin	35	51%	51%
Masculin	34	49%	100%

2.1.3. Répartition des niveaux d'études

L'analyse révèle une diversité de filières alliant la formation professionnelle et l'enseignement technique, mais aussi une diversité des niveaux de formation. Au lycée agricole, il existe une bonne diversification des niveaux d'études de la formation agricole et rurale. En effet, le Lycée Technique Agricole Emile Badiane est un des piliers de la redynamisation de l'agriculture par la formation de ressources humaines dans le domaine de la formation agricole et rurale. Cela passe par une bonne diversification des filières et des niveaux d'études de la formation agricole et rurale. Comme l'a dit le Proviseur : «*Nos filières sont ouvertes en fonction des besoins de formation des communautés*».

Le tableau ci-dessous indique la répartition par filière et par niveau de notre échantillon.

Tableau 6: Niveaux d'étude de la formation de l'échantillon

Niveau d'étude	Fréquences	% du Total	% cumulés
BT Troisième année	16	23%	23%
BT deuxième année	14	20%	43%
BTS CGEA Deuxième année	17	25%	68%
CPS Producteur Horticole	10	15%	83%
Première S4	5	7%	90%
Terminale S4	7	10%	100%

2.1.4. Répartition de la situation matrimoniale des élèves

L'analyse de la situation matrimoniales des élèves montre une forte prédominance des célibataires 58 individus soit 84% des interrogés, contre 11 individus soit 16% d'élèves mariés. L'analyse n'a révélé par ailleurs qu'aucune autre situation matrimoniale.

Le tableau ci-dessous donne les détails.

Tableau 7: Situation matrimoniale des élèves

Situation Matrimoniale	Fréquence	% du Total	% cumulés
Marié	11	16%	16%
Célibataire	58	84%	100%

2.1.5. Caractérisation de l'âge des élèves

Le tableau 08 révèle que le nombre d'élèves enquêtés est de 69, aucune donnée manquante n'a été observée. La moyenne est de 24,5 et la médiane est de 24. Cette proximité entre la médiane et la moyenne montre une dispersion symétrique des âges. L'écart type est de 5,5, ce qui indique une dispersion modéré autour de la moyenne, autrement la majorité des élèves ont un âge compris entre 19 ans et 30 ans. L'âge minimum est de 17 ans et le maximum est de 39 ans, soit une amplitude de 22 ans.

Nous pouvons noter donc que la population est globalement jeune, avec un âge centré à la vingtaine. Cette situation révèle que le lycée accueille majoritairement des jeunes mais aussi des adultes d'où la nécessité d'allier pédagogie et andragogie. D'après Talbot, (2003), lorsque l'enseignement concerne un groupe de jeunes et d'adultes, les méthodes d'animations doivent être mixtes, pédagogique et andragogique.

Tableau 8: Caractérisation de l'âge des élèves

Caractéristique de l'âge des élèves	
N	69
Manquants	0
Moyenne	24.5
Médiane	24
Ecart-type	5.59
Minimum	17
Maximum	39

2.2. Perception des missions

2.2.1. Perception des élèves des cours théoriques

L'analyse de la figure 05 montre que les avis des apprenants sont partagés. En effet, 46% d'entre eux estiment que les cours théoriques sont abstraits et difficiles à retenir.

À l'inverse, 36% des apprenants interrogés considèrent que les cours théoriques restent accessibles.

Ces résultats indiquent clairement la nécessité d'améliorer l'approche pédagogique utilisée lors des cours théoriques. Ils soulignent notamment l'importance de diversifier les techniques d'enseignement afin de mieux répondre aux différents profils et styles d'apprentissage. En effet, une part importante des apprenants se montre plus à l'aise lorsque les méthodes pédagogiques sont variées et interactives. Plus le formateur place l'apprenant au centre du processus d'enseignement-apprentissage, plus celui-ci s'épanouit et s'implique activement dans la construction de ses propres connaissances. Comme l'a si bien rappelé un des acteurs « *dis-moi et j'oublie ; montre-moi et je me souviens ; implique-moi et j'apprends* ».

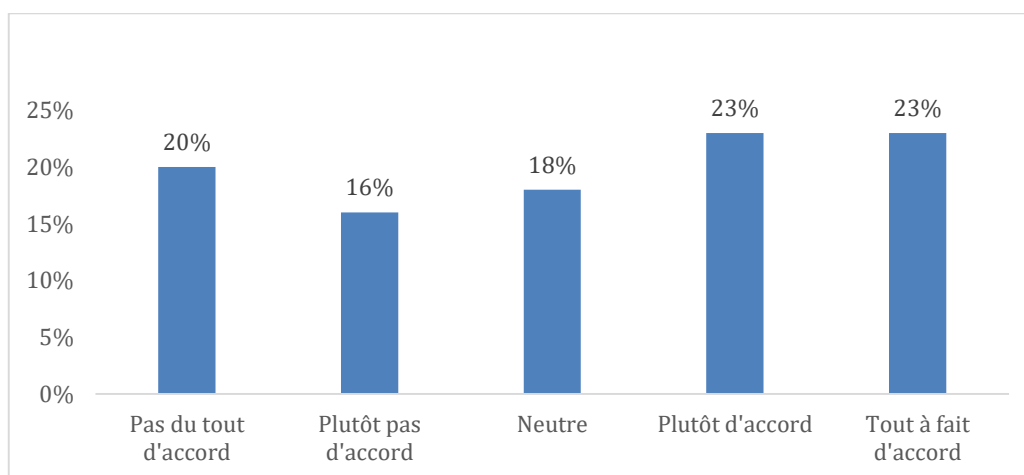


Figure 5 : Perception des élèves sur les difficultés des cours théoriques

Si les avis concernant la difficulté des cours théoriques sont mitigés, ceux portant sur la charge de ces cours montrent en revanche une quasi-unanimité. L'analyse du tableau 09 révèle que 64 apprenants sur 69 estiment que les cours théoriques sont trop nombreux.

Ces résultats indiquent la nécessité de revoir la charge horaire consacrée à la théorie et de renforcer l'alternance entre théorie et pratique. Une telle réorganisation permettrait non seulement de réduire la saturation cognitive, mais aussi de favoriser une meilleure appropriation des contenus à travers des situations concrètes d'apprentissage.

Tableau 9 : Perception des élèves sur la surcharge en cours théoriques

Appréciation	Effectif
Pas du tout d'accord	2
Plutôt pas d'accord	2
Neutre	1
Plutôt d'accord	12
Tout à fait d'accord	52

Les avis sont partagés concernant l'appropriation des cours alors que l'appréciation de la charge des cours théoriques fait quasiment unanimité de sorte que presque la totalité des étudiants estiment que les cours théoriques sont pléthoriques.

2.2.2. Perception des élèves sur les cours pratiques

L'analyse de la figure 06 montre que 53 apprenants sur 69 interrogés soutiennent que la dose des cours pratique est insuffisante. Il ressort de l'analyse la nécessité de revoir la fréquence et de mettre plus en lumière les cours pratiques. Les apprenants interrogés souhaitent que la formation soit plus pratique, et orientée vers le learning by doing, apprendre en faisant. En effet, beaucoup d'apprenants s'épanouissent plus sur le feu de l'action. Certains peuvent être timides ou un peu réservés lors des cours théoriques mais s'il s'agit des cours pratiques, ils s'expriment naturellement. Ainsi, il est recommandé que les évaluations, les intégrations, soient orientées dans la pratique pour jauger les aptitudes, les attitudes et les habiletés des apprenants. Le produit est préparé pour être employable. Comme l'a dit un des acteurs, «*le technicien c'est le savoir-faire*». Avec la formation professionnelle les apprenants doivent faire beaucoup de pratique, ce qui leur permet à la sortie d'être

beaucoup plus à l'aise dans le monde professionnel, mais aussi d'être des montreurs sur le terrain et non des diseurs. Comme l'a dit un des acteurs, *«avec la pratique, on voit avec les yeux»*. Pour dire qu'avec la pratique le résultat est immédiatement du concret.

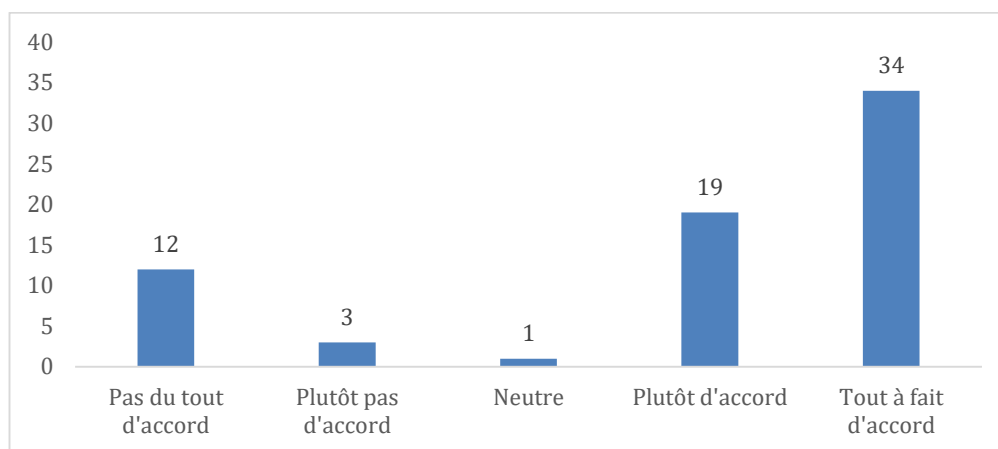


Figure 6 : Perception des élèves sur l'insuffisance des cours pratiques

Nous constatons également que la presque totalité des apprenants considère que la pratique est indispensable pour former des apprenants réellement compétents.

L'analyse du tableau 10 montre que 93% des apprenants interrogés affirment que les séances pratiques leur permettent de consolider leurs connaissances, de développer leurs aptitudes et d'améliorer leurs habiletés.

De manière générale, les résultats révèlent que les élèves expriment un besoin fort de renforcer les cours pratiques, qu'ils jugent essentiels pour mieux ancrer les apprentissages théoriques. Comme l'a dit un des acteurs : *«la finalité, c'est de descendre dans la pratique»*.

En effet, une théorie non accompagnée d'une pratique suffisante ne produit que des apprentissages superficiels. Dans le cadre d'une formation professionnelle, il est attendu qu'à la fin d'un cours, que les apprenants soient capables d'appliquer ce qu'ils ont appris.

Ainsi, les objectifs pédagogiques devraient viser au moins le niveau 3 de la taxonomie de Bloom, c'est-à-dire la capacité d'appliquer les connaissances. La hiérarchisation proposée par Bloom, lorsqu'elle est utilisée comme guide, permet d'organiser les apprentissages de manière progressive et cohérente, et contribue, lorsque les niveaux supérieurs sont atteints, à former des lauréats véritablement compétents et employables.

Tableau 10: Perception des élèves sur l'utilité des cours pratiques

Appréciation	Fréquence
Plutôt pas d'accord	3%
Plutôt d'accord	13%
Tout à fait d'accord	84%

Presque la quasi-totalité des apprenants suggèrent de renforcer les cours pratiques, estimant que ceux-ci sont indispensables à leur formation.

2.2.3. Perception des élèves sur le matériel

L'analyse de la figure 07 montre que 55 apprenants sur 69 estiment que le matériel est adapté à la pratique. Ainsi, il ressort de l'analyse que, la majorité apprécie le matériel de pratique, mais une minorité pas négligeable estime que le matériel doit être amélioré. Ils soutiennent que le matériel et les infrastructures du lycée doivent non seulement doivent être adaptés aux différents travaux pratiques mais aussi que le LTAEB doit innover avec du matériel conforme au niveau de la technologie et de la dynamique de l'agriculture. Les apprenants estiment que chaque élève doit avoir son kit de matériel et son équipement de protection individuelle. Comme l'a résumé un des acteurs, «*la pratique est intéressante, quand le matériel est adapté*».

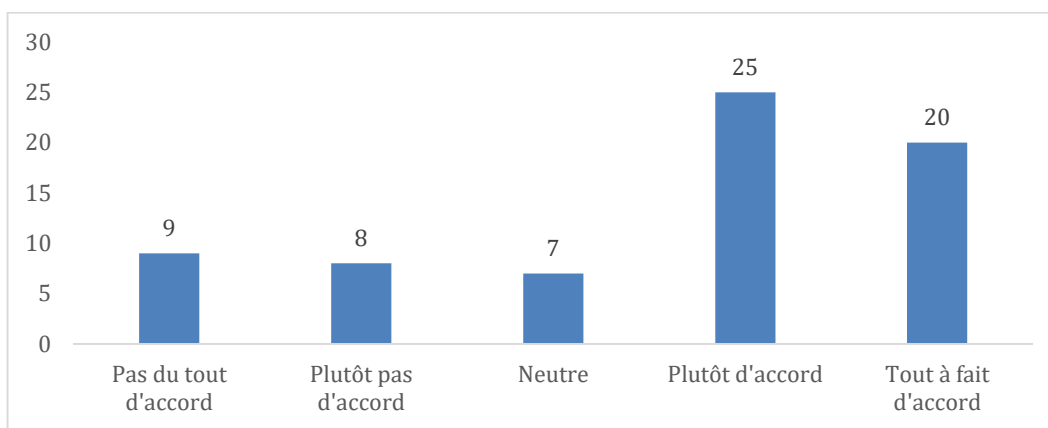


Figure 7 : Perception des élèves sur l'adaptation du matériel aux cours pratiques

De la même manière que certains apprenants ont suggéré que le matériel soit plus innovant et adapté aux travaux pratiques, quasiment tous les apprenants interrogés estiment que le matériel est très insuffisant et ne permet pas de faire les travaux pratiques convenablement. Comme le montre le tableau 11, dont l'analyse révèle que 88% des apprenants de notre échantillon estiment que le matériel pratique est insuffisant.

Avec le nouveau paradigme d'enseignement fondé sur l'approche par compétences, il est essentiel que chaque apprenant dispose de son propre kit de matériel. Cela lui permet de réaliser correctement les travaux pratiques et de tirer pleinement profit de l'apprentissage. Le LTAEB doit beaucoup renforcer l'accès aux matériels de qualité pour permettre d'encourager la formation pratique. Comme l'a résumé un des acteurs : *«la pratique est intéressante, quand le matériel est suffisant»*.

Tableau 11 : Perception des élèves sur l'insuffisance du matériel pratique

Désignation	Fréquence
Pas du tout d'accord	1%
Plutôt pas d'accord	4%
Neutre	7%
Plutôt d'accord	12%
Tout à fait d'accord	76%

Les résultats montrent que malgré que la majorité estime que le matériel est adapté, cependant, il reste très insuffisant pour permettre aux apprenants de faire les cours pratiques convenablement.

2.2.4. Perception des élèves sur l'impact de l'approche par compétences

L'analyse de la figure 08 montre que 58 apprenants sur 69 de notre échantillon reconnaissent l'utilité de l'approche par compétences et soutiennent que l'approche par compétence leur permet de mieux comprendre les cours.

Il ressort ainsi de l'analyse que l'approche par compétences est bénéfique. Toutefois, elle doit être renforcée par des techniques pédagogiques variées et par une bonne dose de

pratique. Comme l'a si bien résumé un des acteurs *«L'APC est bénéfique, quand il y a une alternance des enseignements en champ et en classe»*.

En effet, les apprenants sont souvent passifs lors des cours magistraux, ils sont beaucoup plus intéressés quand ils sentent qu'ils sont utiles et qu'ils sont associés. Plus les techniques d'animation sont variées plus les apprenants sont motivés et fortement intéressés au cours. Ils développent ainsi des mécanismes pour mieux assimiler les enseignement-apprentissages. Comme l'a dit un des acteurs *«L'APC, c'est gagnant-gagnant»*, pour ainsi dire que l'approche par compétences est mutuellement bénéfique, pour le formateur et pour les apprenants.

Par ailleurs, il faut aussi signaler qu'au niveau de l'enseignement technique l'approche par compétences n'est pas formalisée, les référentiels ne sont pas en normes même si beaucoup de formateurs y intervenants sont formés sur l'approche par compétences. Il serait important de faire des réformes majeures et réécrire les programmes de l'enseignement technique.

En effet, le lycée technique agricole Emile Badiane est un des pionniers de l'approche par compétences au Sénégal, grâce à l'accompagnement de ses partenaires Canadiens depuis les années 2008. D'ailleurs, les premiers techniciens supérieurs formés au Sénégal avec l'approche par compétences sont sortis du lycée. Mais malheureusement, cette approche n'est pas rigoureusement appliquée. Les cours théoriques prédominent les cours pratiques, l'alternance n'est pas rigoureusement effectuée. Cela pourrait s'expliquer par le manque de suivi des acquis, d'autant plus que chaque année, il y a des départs et des arrivées de professeurs ; ce qui nécessite des formations continues de capacitation du personnel. Il peut aussi être lié à la peur du changement de paradigme, l'être humain à tendance à vouloir rester dans sa zone de confort. Les formateurs ont été pour la plupart instruits pour l'essentiel de leur cursus avec la pédagogie par objectif, même si certains ont fait la formation pédagogique à l'Ecole Nationale Supérieure d'Enseignement Technique et Professionnel (ENSETP) et d'autres à la Faculté des Sciences et Technique de l'Enseignement et de la Formation (FASTEF). Par ailleurs, nous avons des formateurs vacataires qui n'ont pas fait la formation pédagogique. La non effectivité de l'APC peut être aussi justifiée par des effectifs non normés, en fonction de la capacité d'accueil des salles. Mais aussi le manque de matériel de travaux pratiques peut être un frein. Comme l'a dit un des acteurs, *«l'approche par compétences est bénéfique quand le matériel est suffisant»*. Tous ses aspects constituent un frein à la pratique qui est pourtant la condition sine qua non pour envoyer sur le marché de l'emploi de bons produits. Comme l'a dit un des acteurs, *«en renforçant l'aspect pratique, les apprenants deviendront de véritables guerriers sur le terrain»*.

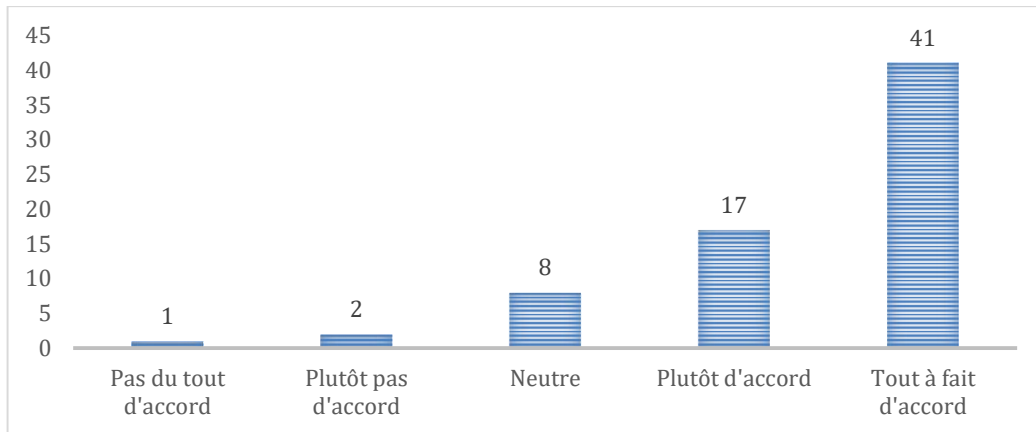


Figure 8: Impact de l'approche par compétences

Les apprenants estiment que l'approche par compétence est mutuellement bénéfique pour le formateur et pour les apprenants. Elle permet de mettre les apprenants au centre des enseignement-apprentissages pour qu'ils deviennent des artisans de leur savoir.

Toutefois, les enseignements doivent être alignés aux référentiels de formation qui stipulent que les cours pratiques doivent occuper les deux tiers du quantum horaire.

2.2.5. Perception des élèves sur la pertinence des supports pédagogiques utilisés

L'analyse du tableau 12 montre que les avis sur les supports pédagogiques sont partagés. Sur les 69 apprenants interrogés, 20 estiment que les supports utilisés par les formateurs manquent de diversité, d'innovation et doivent être améliorés. Bien que la majorité considère les supports pertinents, il apparaît nécessaire de les renforcer et de mieux les adapter afin de faciliter la compréhension des cours. À l'ère du numérique, il est possible de diversifier les supports : documents Word ou PDF, présentations PowerPoint, supports audio et vidéo, ainsi que des supports imagés.

Il serait donc intéressant de continuer à capaciter le personnel sur les techniques d'élaboration de supports innovants qui peuvent impacter favorablement la performance des élèves. Comme l'a dit Poliakow, (2008), en pédagogie le support permet par excellence de booster les performances de l'élève.

Tableau 12 : Perception des élèves sur la pertinence des supports pédagogiques utilisés

Désignation	Fréquence
Pas du tout d'accord	25
Plutôt pas d'accord	12
Neutre	12
Plutôt d'accord	9
Tout à fait d'accord	11

Les apprenants interrogés souhaitent que les formateurs diversifient les supports, tantôt format texte, tantôt sonore et tantôt format imagé.

2.2.6. Perception des élèves sur l'enseignement des techniques de recherche d'emploi

L'analyse de la figure 09 montre que les avis des apprenants sont partagés. En effet, 36 apprenants sur les 69 interrogés estiment que les techniques de recherche d'emploi sont suffisamment enseignées. À l'inverse, 27 déclarent ne pas être satisfaits de cet enseignement. Au LTAEB, les techniques de recherche d'emploi sont effectivement enseignées, mais de nombreux élèves souhaitent un renforcement de cet accompagnement. Ils estiment que l'encadrement doit être amélioré afin de mieux les préparer à leur insertion professionnelle. Il convient par ailleurs de distinguer la formation professionnelle de l'enseignement technique. Les élèves de la formation professionnelle bénéficient d'un accompagnement jugé satisfaisant en matière de techniques de recherche d'emploi. En revanche, pour ceux de l'enseignement technique, cet aspect apparaît insuffisant, voire absent selon plusieurs apprenants.

Or, tout élève sortant du lycée devrait être en mesure de rédiger un curriculum vitae, une demande d'emploi ou encore de se préparer efficacement à un entretien. Comme l'a souligné Henni (2005), la maîtrise des techniques de recherche d'emploi constitue une compétence essentielle pour affronter le monde professionnel.

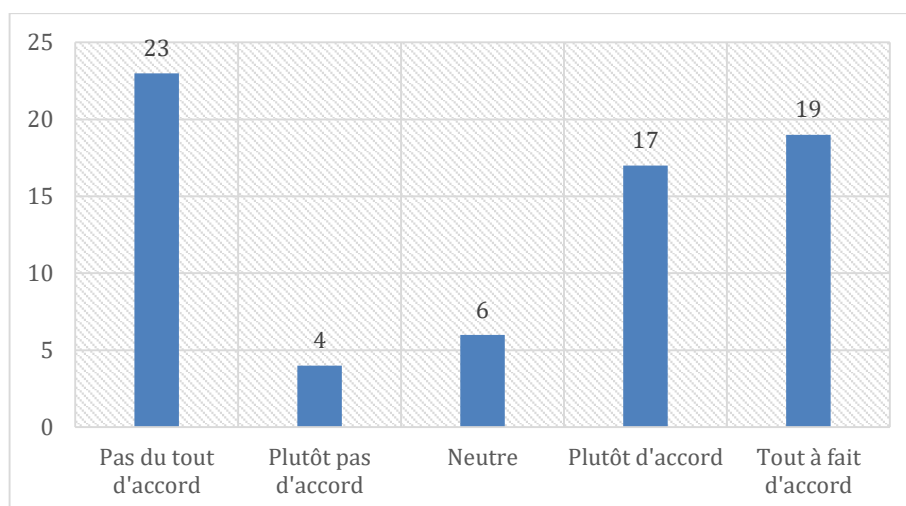


Figure 9: Perception des élèves sur l'enseignement des techniques de recherche d'emploi

Les techniques de recherches sont certes enseignées aux apprenants de la formation professionnelle mais ceux de l'enseignement technique estiment que les enseignements sur les techniques de recherches sont insuffisants voir absents.

2.2.7. Perception des élèves sur le rôle du BAINS dans le placement des apprenants en stage

L'analyse du tableau 13 montre que 49 apprenants sur les 69 interrogés soutiennent que le lycée facilite le placement des apprenants en stage. Il ressort de l'analyse que le lycée abat un excellent travail dans le placement en stage des stagiaires dans les entreprises. Toutefois, certains apprenants sollicitent un accompagnement plus personnalisé sur la recherche de lieux de stage. En effet, au lycée, le séjour en entreprise est une obligation, un complément essentiel à la formation des apprenants. Le lycée veille à ce que tous les apprenants partent en stage. Dans un premier temps, il demande aux apprenants de chercher leur lieu de stage, s'ils ne trouvent pas, le lycée intervient en dernier lieu pour les ventiler dans les entreprises partenaires. En effet, le lycée a mis en place une stratégie qui consiste à laisser les élèves chercher par eux-mêmes leur propre lieu de stage, afin de les initier sur les techniques de recherches d'emploi ou de stage. Comme l'a dit un des acteurs : «*Le fait de laisser les apprenants chercher par eux même leur stage les permettent d'être dégourdis, attendre sur le plat ce n'est pas bon*». Toutefois, si l'apprenant ne trouve pas un stage, le lycée intervient, pour lui en trouver. Ceux et celles qui ne parviennent pas à trouver sont appelés des "incapables" et auront des points en moins lors de la note du stage. Comme l'a dit Durbruc, (2009), le stage est un élément de socialisation et de perfectionnement de l'élève. Le séjour en entreprise est capitale pour rendre les élèves employables, comme l'a dit un des acteurs,

«en psychologie, on dit que le savoir est dans la main, c'est en manipulant que l'on comprend».

Tableau 13 : Perception des élèves sur le placement des apprenants en stage

Désignation	Fréquence	% du Total
Pas du tout d'accord	8	12%
Plutôt pas d'accord	3	4%
Neutre	9	13%
Plutôt d'accord	14	20%
Tout à fait d'accord	35	51%

Le placement des apprenants en stage est globalement apprécié par la majorité. Pour beaucoup, le stage représente un moment d'épanouissement et de découverte du monde professionnel. Toutefois, certains estiment que le lycée pourrait renforcer son accompagnement sur le plan financier, notamment pour faciliter le déplacement et la restauration des apprenants durant la période du stage.

2.2.8. Perception des élèves sur l'accompagnement du BAINS vers l'emploi salarié

L'analyse de la figure 10 révèle des opinions variées concernant l'accompagnement à l'insertion professionnelle. En effet, 28% des apprenants interrogés se déclarent satisfaits de l'accompagnement proposé par le lycée, plus de 50% restent indécis, tandis que le reste exprime une insatisfaction.

Les résultats montrent que de nombreux apprenants souhaitent un renforcement du dispositif d'accompagnement vers l'emploi salarié, qu'ils jugent insuffisant. Le dispositif semble davantage être orienté vers les lauréats de la formation professionnelle, au détriment de ceux de l'enseignement technique. Comme l'a souligné un lauréat de cette filière : «*Je n'ai pas senti l'accompagnement du lycée après l'obtention de mon Baccalauréat* ». Cela traduit une quasi-absence de suivi des sortants de l'enseignement technique.

Par ailleurs, bien qu'un suivi existe pour les lauréats de la formation professionnelle, les acteurs interrogés estiment qu'un renforcement global du dispositif est nécessaire afin de mieux prendre en compte les difficultés rencontrées par l'ensemble des sortants. Ils

souhaitent que le lycée accorde une importance capitale à l'insertion socioprofessionnelle, car cela contribuerait à renforcer la crédibilité et la visibilité de l'établissement. Comme l'a rappelé un lauréat : *«Former, c'est bien, mais aider à s'insérer est encore mieux»*.

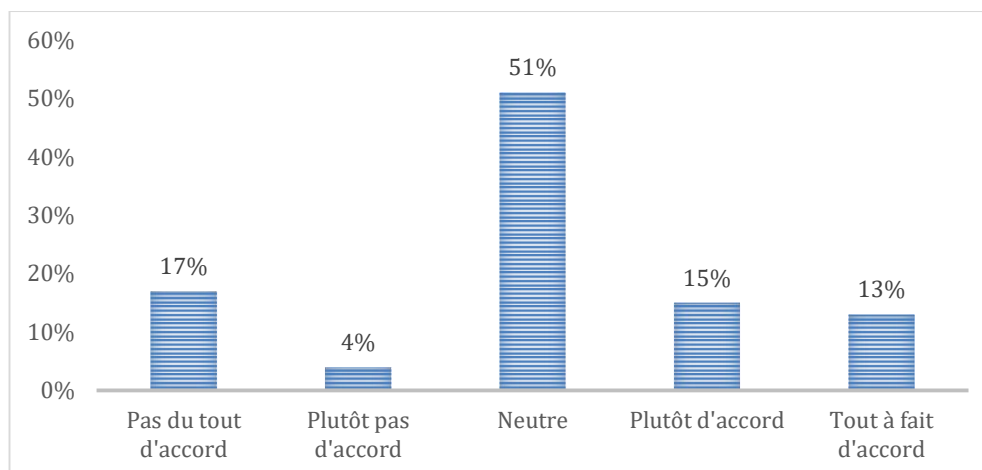


Figure 10: Perception des élèves sur l'accompagnement du BAINS vers l'emploi salarié

Bien que les avis soient mitigés, nous pouvons retenir que les apprenants souhaitent une amélioration du dispositif d'accompagnement à l'insertion salariée. Ils insistent notamment sur la nécessité d'un accompagnement plus rapproché, estimant qu'un suivi plus présent et plus attentif serait bénéfique aussi bien pour les lauréats de la formation professionnelle que pour ceux issus de l'enseignement technique.

2.2.9. Perception des élèves sur l'accompagnement du BAINS à l'auto-emploi

Le tableau 14 présente les appréciations relatives à l'accompagnement vers l'auto-emploi. En effet, le lycée soutient la promotion de l'entrepreneuriat, notamment à travers l'organisation, tous les deux ans, de journées portes ouvertes et la mise en place d'un fonds revolving destiné à financer les projets des sortants. Comme l'a souligné un acteur : *«C'est le lycée qui a réveillé ma fibre entrepreneuriale»*.

Même si 24 apprenants sur les 69 interrogés sont satisfaits de l'accompagnement du lycée à l'auto emploi, une partie importante des apprenants souhaite un renforcement et une amélioration de cet accompagnement.

En effet, les critères d'accès au fonds sont parfois jugés trop lourds. Plusieurs lauréats souhaiteraient que les véritables entrepreneurs, ceux qui ont déjà commencé à entreprendre, même de manière modeste, et ont formalisé leur activité soient privilégiés.

Malgré les efforts déjà consentis pour financer les sortants, l'efficacité du recouvrement constitue le principal point faible du dispositif. Cette difficulté limite la capacité du lycée à faire tourner durablement le fonds et, par conséquent, à soutenir l'émergence de nouvelles générations d'entrepreneurs.

Toutefois, le lycée demeure une référence en matière d'accompagnement à l'auto-emploi. Comme l'a souligné un représentant du ministère chargé de la formation professionnelle lors d'un séminaire : *«Le modèle d'accompagnement à l'auto-emploi du Lycée Technique Agricole est à démultiplier dans toutes les structures de formation professionnelle»*.

Tableau 14 : Perception des élèves sur l'accompagnement du BAINS à l'auto-emploi

Désignation	Fréquence	% du Total
Pas du tout d'accord	12	17%
Plutôt pas d'accord	8	12%
Neutre	25	36%
Plutôt d'accord	13	19%
Tout à fait d'accord	11	16%

Bien que le lycée soit souvent cité en référence en matière d'accompagnement à l'auto-insertion grâce notamment à l'organisation des journées de l'entrepreneuriat et à l'existence d'un fonds revolving destiné au financement des sortants, des ajustements et des améliorations demeurent nécessaires pour assurer la durabilité du dispositif.

2.3.Utilité sociale du Lycée

2.3.1. Perception des élèves sur l'impact social du lycée dans la communauté

La figure 11 montre que 41 apprenants sur les 69 interrogés reconnaissent l'impact du lycée, aussi bien au niveau local que national, en tant que levier de la formation agricole et rurale, mais également pour son engagement au service de la communauté. Les résultats révèlent que le lycée joue effectivement un rôle important à travers la formation, l'appui à l'insertion et les services rendus à la communauté. Toutefois, une partie des apprenants estime que cet impact pourrait être davantage visible. Ils souhaitent que le lycée devienne plus attractif, renforce son dispositif de formation et d'insertion, et améliore les conditions de travail des

riverains dans leurs parcelles. Cela passe notamment par une meilleure maîtrise de l'eau et par la mise en place de systèmes d'irrigation automatisés, comme le goutte à goutte, afin de soulager les mères de famille et les autres acteurs, parfois âgés, qui utilisent quotidiennement des arrosoirs pour irriguer leurs cultures. Les apprenants suggèrent également que le lycée s'affirme davantage comme *«un véritable grenier pour les communautés locales, un lieu fiable d'approvisionnement en produits agricoles»*.

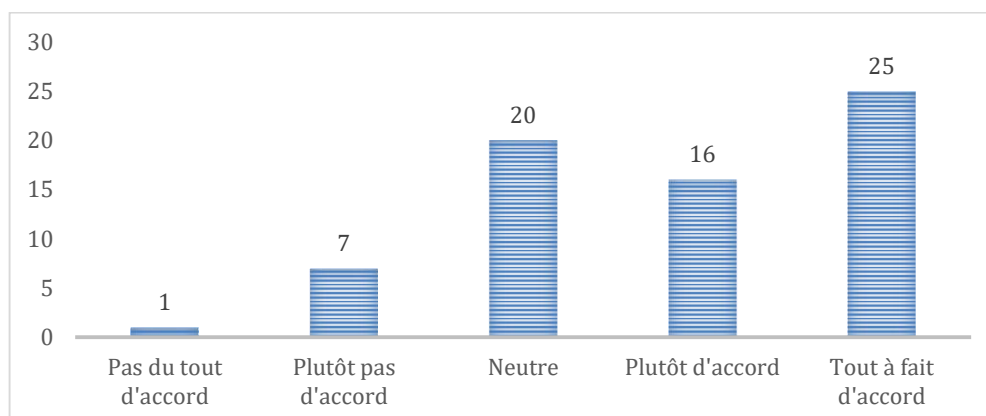


Figure 11: Perception des élèves sur l'impact social du lycée dans la communauté

Les apprenants reconnaissent l'impact positif du lycée en matière de formation, d'insertion, ainsi que sur le développement social et économique de la communauté. Toutefois, certains d'entre eux invitent le lycée à mieux s'affirmer dans ses missions afin de devenir un véritable établissement de référence en formation agricole, et de renforcer son impact auprès de la communauté locale, composée majoritairement de familles agricoles.

2.3.2. Perception des élèves sur l'utilité du lycée pour la société

L'analyse du tableau 15 montre que 67 apprenants sur les 69 interrogés dénotent l'utilité du lycée agricole, le seul au Sénégal entièrement à vocation agricole.

Les résultats montrent que le lycée agricole est très apprécié, les élèves sont quasi unanimes sur le rôle positif de l'établissement dans la formation, l'appui à l'insertion et dans le service à la communauté. Et par ricochet sur le développement économique et social du pays.

En effet, le lycée participe fortement à la souveraineté alimentaire, par la formation, mais aussi par le soutien incommensurable des riverains. Comme l'a dit un des acteurs, *«j'ai construit ma modeste maison grâce à l'argent généré, tiré du maraichage et des services rendus au lycée»*. Un autre acteur stipule que *«c'est grâce au lycée qu'il consomme de légumes frais et qu'il est pu contribuer à subvenir les besoins de sa famille»*.

Tableau 15 : Perception des élèves sur l'utilité du lycée pour la société

Désignation	Fréquences	% du Total
Plutôt pas d'accord	1	1%
Neutre	1	1%
Plutôt d'accord	7	11%
Tout à fait d'accord	60	87%

Si certains apprenants invitent le lycée à renforcer son ancrage et son leadership dans le domaine de la formation agricole et rurale ainsi que dans le développement socio-économique de la communauté locale, les acteurs, presque à l'unanimité, reconnaissent néanmoins son utilité. Ils soulignent son rôle dans la quête de souveraineté alimentaire, dans le développement social et économique, dans la formation d'un capital humain compétent, ainsi que dans la mise sur le marché de cadres intermédiaires qualifiés dans le secteur agricole.

Synthèse de la perception des élèves des missions du lycée: L'analyse des perceptions des élèves révèle une vision globalement riche, nuancée et très instructive sur la qualité de la formation, les conditions d'apprentissage et l'efficacité des dispositifs d'insertion mis en place par le lycée.

Dans un premier temps, les apprenants mettent en avant une difficulté récurrente liée aux cours théoriques. Bien qu'ils reconnaissent leur importance, beaucoup les trouvent abstraits, parfois trop éloignés de la réalité professionnelle, et surtout trop nombreux. Cette surcharge théorique crée une forme de paresse intellectuelle et rend l'assimilation plus difficile.

À l'inverse, les élèves expriment avec constance leur besoin de renforcer les cours pratiques, qu'ils perçoivent comme le véritable cœur de leur formation. Pour eux, c'est en manipulant, en expérimentant et en travaillant sur le terrain qu'ils acquièrent réellement les compétences attendues : *«la finalité, c'est de descendre dans la pratique»*.

S'agissant des matériels de travaux pratiques, d'un côté, les apprenants estiment que le matériel disponible est généralement adapté ; de l'autre, ils constatent unanimement son insuffisance. Une formation basée sur l'approche par compétences ne peut fonctionner

pleinement si les équipements ne permettent pas à chaque élève de pratiquer dans de bonnes conditions. L'amélioration du ratio matériel/élève apparaît donc comme un enjeu prioritaire. Les apprenants perçoivent clairement l'approche par compétences comme une méthode pertinente et efficace. Toutefois, ils soulignent que son application reste encore incomplète, manque d'équilibre entre théorie et pratique entre autres. Ils expriment le besoin de varier davantage les méthodes d'enseignement, de favoriser l'interaction et de renforcer leur participation active.

Concernant les supports pédagogiques, les avis sont partagés. Une proportion importante d'élèves souhaiterait diversifier davantage les supports utilisés, notamment en intégrant plus d'outils numériques, de ressources visuelles et audiovisuelles, susceptibles de faciliter la compréhension et de rendre l'apprentissage plus dynamique.

Sur le plan de l'insertion, les perceptions montrent que le lycée joue un rôle central, même si tout n'est pas encore optimal. L'accompagnement assuré par le BAINS est largement salué par les apprenants. Toutefois, les élèves, en particulier ceux de l'enseignement technique estiment qu'il devrait être davantage renforcé afin de mieux les préparer aux exigences du monde professionnel. Cette même attente se retrouve dans l'accompagnement vers l'emploi salarié ou l'auto-emploi. Le fonds revolving constitue une initiative très appréciée et innovante, mais sa portée reste limitée en raison des difficultés de recouvrement et des critères de sélection jugés parfois trop stricts.

Enfin, les apprenants reconnaissent massivement l'utilité sociale du lycée. Ils valorisent son impact positif sur la formation agricole, sur la communauté locale, sur la souveraineté alimentaire et sur le développement économique et social. Toutefois, ils invitent le lycée à consolider son leadership, à améliorer ses infrastructures et à renforcer sa visibilité pour affirmer davantage son rôle d'établissement de référence

2.4.Appréciation des jeunes

L'analyse des missions et de l'utilité du lycée a été réalisée autour de trois aspects :

- ✓ la formation ;
- ✓ l'appui à l'insertion ;
- ✓ et l'utilité du lycée.

Notre échantillon est composé de quatre jeunes qui poursuivent encore leurs études. Leur particularité est qu'ils ont choisi d'autres établissements, malgré le fait que, géographiquement, le lycée soit plus proche de leur domicile.

Appréciation de la formation : Les jeunes interrogés presque tous, disent avoir choisi un établissement d'enseignement général parce que : *«Au lycée, il y a trop de matières, et c'est difficile»*. Cela montre à quel point ces séries sont exigeantes et demandent beaucoup d'efforts.

En effet, dans l'enseignement technique, il existe des parcours dédiés à la formation agricole et rurale. Les élèves qui veulent passer un bac technique choisissent entre deux séries après l'obtention du Brevet de Fin d'Etude Moyen (BFEM) :

- ✓ La série S4, qui porte sur les sciences et technologies de l'agriculture et de l'environnement;
- ✓ La série S5, axée sur les sciences et technologies du produit agroalimentaire.

Ce qui distingue ces séries, c'est qu'elles sont scientifiques comme la série S2 (Sciences expérimentales) qui est dispensée dans les établissements d'enseignement général, mais avec des matières techniques en plus. En réalité, un élève de la série S4 ou de la série S5 suit toutes les matières de la série S2, avec les mêmes coefficients et les mêmes épreuves au baccalauréat. Et, en plus, il doit suivre des enseignements directement liés à l'agriculture ou à la transformation.

- ✓ En S4, les élèves apprennent aussi la zootechnie, la phytotechnie et l'écologie-environnement ;
- ✓ En S5, ils ajoutent à leur programme la biochimie, la microbiologie et la transformation agroalimentaire.

Par contre, beaucoup de jeunes choisissent l'enseignement général, souvent parce que leur famille y est déjà passée. Pour certains, c'est presque une tradition. Comme l'a expliqué un des jeunes interrogés : *«J'ai choisi l'enseignement général pour suivre les traces de mes grands frères»*.

Appréciation de l'accompagnement à l'insertion : Au lycée agricole, un Bureau d'Appui à l'Insertion et au Suivi des Sortants (BAINS) a été créé, dirigé par un coordinateur. Ce bureau remplit de nombreuses missions, parmi lesquelles:

- ✓ Le soutien à l'emploi salarié ;
- ✓ Le soutien à l'auto-emploi ;
- ✓ Et l'accompagnement des apprenants dans la recherche de stage.

Même si certains jeunes reconnaissent les efforts du BAINS, un des jeunes a souligné une limite du dispositif : *«Au lycée, je vois certains suivre la formation, et ensuite ils ne trouvent pas d'emploi»*. Suggérant ainsi au lycée d'améliorer le suivi post formation, gage d'une

bonne promotion de la structure. Il ajoute que : *«Si beaucoup de jeunes sont réticents aux formations du lycée, c'est qu'ils n'ont pas l'assurance de trouver un emploi à la sortie».*

L'utilité sociale du lycée : Le lycée accompagne la communauté locale en mettant à disposition une parcelle agricole de 6 hectares aménagée et dédiée aux riverains. Ces derniers viennent y travailler pour subvenir à leurs besoins, parfois avec l'aide de leurs enfants. Comme l'a précisé un jeune : *«Je viens de temps en temps aider ma mère à arroser ses planches maraîchères».*

À l'unanimité, les jeunes reconnaissent l'utilité du lycée dans le développement économique et social de la communauté locale, notamment à travers l'exploitation de planches maraîchères qui permet aux riverains de générer des ressources.

2.5.Appréciation des formateurs

La perception des missions du lycée a été analysée à travers plusieurs dimensions : la formation, l'insertion et l'utilité du lycée au sein de la communauté.

Notre échantillon est composé de quatre (04) formateurs. Il s'agit :

- ✓ D'un formateur en management des organisations, fort de 10 ans d'expérience ;
- ✓ D'un formateur en techniques agricoles, justifiant de 9 ans d'ancienneté ;
- ✓ D'une formatrice en techniques agricoles, avec 6 ans d'expérience ;
- ✓ Et d'un formateur en techniques administratives, totalisant 5 ans d'expérience.

Appréciation de la formation : Au lycée, les référentiels de la formation professionnelle sont élaborés selon l'approche par compétences, laquelle recommande que les deux tiers du quantum horaire soient consacrés à la pratique. En parallèle, les cours théoriques devraient occuper le tiers restant. Les formateurs interrogés reconnaissent unanimement l'utilité des enseignements théoriques. Toutefois, ils soulignent que, bien que nécessaire, la théorie occupe parfois une place trop importante dans le dispositif de formation. Comme l'a précisé l'un d'entre eux : *«Les cours théoriques sont la base de toute formation, car ils permettent à l'apprenant d'assimiler les connaissances avant de passer à l'action».* Même si les formateurs apprécient globalement le déroulement des cours théoriques, ils estiment qu'un ajustement pourrait rendre la formation plus attrayante et plus efficace. L'un d'eux explique ainsi : *«Les cours théoriques sont globalement satisfaisants ; ils permettent d'acquérir les bases techniques et scientifiques de l'agriculture. Mais leur efficacité pourrait être renforcée par une meilleure illustration pratique et par l'utilisation de supports pédagogiques plus modernes».* La formation serait plus performante si elle allie théorie et pratique comme l'a

dit un des formateurs : *«les cours théoriques favorisent certes la compréhension, mais leur impact reste limité quand ils ne sont pas indexés de pratique»*.

Le lycée fait partie des premiers établissements pionnier de l'approche par compétences au Sénégal. Toutefois, la dose pratique suggérée, n'est pas tout temps appliquée. Comme l'a souligné un des formateurs : *«Bien que nous sommes en APC, les cours pratiques demeurent insuffisants»*.

Le matériel et équipement du lycée doivent être améliorés afin de faciliter les cours pratiques, comme l'a affirmé un des formateurs : *«Les équipements et infrastructures disponibles sont largement insuffisants pour répondre aux besoins de la formation. Il y a un manque d'outils modernes, de laboratoires bien équipés et de parcelles agricoles adaptées»*.

Par ailleurs, les formateurs interrogés reconnaissent à l'unanimité l'utilité de l'approche par compétences dans les enseignements apprentissages. Comme l'a précisé un des formateurs : *«Avec l'APC, les apprenants ne se limitent pas à accumuler des connaissances théoriques, mais des savoir-faire et des attitudes professionnelles indispensables à leur insertion dans le monde du travail»*. Un des formateur a témoigné que : *«C'est grâce à ces cours au lycée qu'il s'est rendu compte que le savoir ne circule pas à sens unique»*. Voulant ainsi dire que l'APC, c'est du donnant-donnant.

L'approche par compétences, prépare les apprenants aux réalités du monde professionnel, quand elle est bien pratiquée, elle permet d'imbiber de pratique aux apprenants pour leur permettre à la sortie de réussir leur intégration professionnelle.

L'appui à l'insertion : Depuis les assises de 2001 tenue à Dakar sur la formation professionnelle et technique, l'appui à l'insertion est devenu une mission régalienne des établissements de formation professionnelle. Dans cette optique le Bureau d'Appui à l'Insertion a adopté comme slogan *«former, c'est bien, mais accompagner à l'insertion est encore mieux»*. Les formateurs interrogés suggèrent :

- ✓ *Un renforcement du partenariat avec les entreprises ;*
- ✓ *La formalisation par des conventions afin de donner plus d'opportunité d'insertion aux lauréats ;*
- ✓ *Un renforcement de la communication et du management afin de mieux outiller les lauréats et favoriser ainsi une insertion durable dans le tissu professionnel.*

L'utilité sociale du lycée : Le lycée agricole, un haut temple du savoir, forme des cadres intermédiaires dans le domaine de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Comme l'a précisé un des formateurs : *«Le lycée contribue à la formation du capital humain, à l'économique*

du pays, c'est un acteur clé dans la chaîne de valeur qui mène à la sécurité alimentaire par le biais de ces sortants qui transmettent ou appliquent leurs compétences partout dans le pays». En effet, le lycée forme des techniciens compétents capables de moderniser l'agriculture, de valoriser les ressources locales et de promouvoir l'autosuffisance alimentaire. Par ses filières techniques et pratiques, le LTAEB contribue directement à la mise en œuvre des politiques nationales de développement agricole, à la lutte contre le chômage des jeunes et à la transformation structurelle de l'économie rurale. Comme l'a précisé un des formateurs : «Le lycée contribue à l'éradication de la pauvreté sur toutes ses formes».

Au-delà de la formation professionnelle, le lycée inculque aux apprenants des valeurs de discipline, de travail et de responsabilité citoyenne, faisant d'eux des acteurs engagés dans le développement durable et la souveraineté alimentaire du pays.

2.6.Appréciation des lauréats

Pour les lauréats interviewés, la mission du lycée s'articule principalement autour de deux volets : la formation et l'appui à l'insertion professionnelle.

L'échantillon de cette étude est constitué de huit (08) lauréats, dont deux étudiants poursuivant leurs études, trois entrepreneurs agricoles et trois employés.

Appréciation de la formation : La formation dispensée au lycée repose sur une articulation entre cours théoriques et activités pratiques, l'ensemble étant sanctionné par un diplôme d'État. Les lauréats reconnaissent unanimement la complémentarité entre théorie et pratique. Comme l'a exprimé l'un d'eux : *«Les cours théoriques permettent d'avoir des notions, mais les cours pratiques permettent de les acquérir»*. Plusieurs diplômés soulignent également les potentiels offerts par le lycée. L'un d'eux témoigne : *«J'ai découvert les potentialités du lycée un peu tard. Après cinq ans à l'université, je suis revenu pour faire le BTS CGEA»*. Certains lauréats, fortement outillés, choisissent de se lancer directement dans l'entrepreneuriat. L'un d'eux déclare : *« Le lycée m'a outillé. J'ai obtenu mon diplôme de technicien supérieur. Aujourd'hui, avec mon expérience, je ne pense pas aller travailler pour quelqu'un. Je préfère travailler pour mon propre compte. Je peux faire des prestations, mais pas un travail qui me prend tout mon temps»*.

Le lycée propose également un dispositif d'incubation destiné à soutenir les initiatives entrepreneuriales des lauréats. Ce programme leur permet d'accéder gratuitement à la terre et à l'eau pour une période de deux ans renouvelable. Un bénéficiaire explique: *«Grâce à*

mon diplôme, je pouvais aller travailler en entreprise, mais j'ai choisi l'entrepreneuriat. Le lycée m'a incubé, et grâce à mon activité, j'ai construit un poulailler de 300 sujets.»

Tous les lauréats interrogés insistent sur l'importance de la pratique dans le développement des compétences professionnelles, un des lauréat a précisé que : *«Les cours pratiques permettent d'être opérationnel. Je retiens davantage quand je pratique ; la théorie, tu ne fais que l'assimiler».*

Même si certains soulignent un manque de pratique, la formation reste jugée intéressante et pertinente. L'un des diplômés témoigne : *«Après ma sortie, j'ai intégré le monde rural. Aujourd'hui, grâce à mon réseau, on m'appelle de partout pour des prestations. J'ai beaucoup appris».*

D'une manière générale, malgré quelques insuffisances, le lycée reçoit des retours positifs du milieu professionnel. Comme l'a affirmé un lauréat : *«C'est une bonne formation. Quand on se confronte aux autres sortants, on voit nettement que c'est une formation de qualité».*

L'appui à l'insertion : Des efforts considérables sont consentis dans l'accompagnement à l'insertion, notamment pour les diplômés de la formation professionnelle. Même si certains ajustements restent nécessaires, le dispositif est globalement jugé satisfaisant. Comme l'a expliqué un lauréat : *«Le lycée partage des offres ou des appels à candidature. Parfois, grâce à des recommandations, certains apprenants trouvent un emploi. Mais à ce titre, il faut renforcer le suivi et l'accompagnement, car j'ai remarqué que ceux qui sont insérés par recommandation ne restent pas longtemps dans les entreprises. Les conditions de travail sont parfois difficiles et les employeurs ne respectent pas toujours les clauses du contrat».*

En revanche, pour les lauréats de l'enseignement technique, le Bureau d'Appui à l'Insertion gagnerait à mieux formaliser son accompagnement. Un ancien apprenant l'a exprimé clairement : *«J'aurais aimé que le lycée appelle de temps en temps les sortants pour les conseiller. Beaucoup sont diplômés, mais ils ne savent pas toujours quoi faire».*

De nombreux lauréats de l'enseignement technique souhaitent en effet bénéficier d'un suivi similaire à celui accordé aux apprenants de la formation professionnelle. Cette carence s'explique par la spécificité de leur parcours : titulaires d'un baccalauréat technique, ils poursuivent généralement leurs études à l'université. Ils ne sont donc pas directement formés pour intégrer immédiatement le marché du travail, mais plutôt pour continuer vers un cycle d'ingénieur, une maîtrise voire une thèse.

Ainsi, l'enjeu principal réside dans l'adaptation du dispositif d'accompagnement en fonction des profils : renforcer le suivi post-formation professionnelle pour une insertion durable, tout

en développant un accompagnement plus structuré pour les bacheliers techniques, afin de mieux les orienter dans la poursuite de leurs études et leurs choix professionnels.

Globalement, les lauréats souhaitent que la formation soit davantage orientée vers la pratique et qu'elle intègre un renforcement des compétences managériales, du leadership ainsi que des compétences en informatique. Ils recommandent également une amélioration du dispositif d'insertion, afin d'assurer un accompagnement plus efficace et durable des sortants.

Par ailleurs, les lauréats expriment le souhait que le lycée renforce sa gestion administrative, améliore sa communication interne et externe, et implique davantage les apprenants dans le fonctionnement de l'établissement. Selon eux, *«une participation plus active des étudiants contribuerait à une meilleure appropriation des missions du lycée et à une formation plus professionnalisante»*.

2.7.Appréciation des Riverains et des Parents

La perception des missions du lycée a été analysée à partir des témoignages des riverains et des parents d'élèves, en s'appuyant sur trois dimensions principales : la formation, l'insertion professionnelle et l'utilité socioéconomique du lycée.

L'échantillon des riverains est composé de six personnes, dont trois femmes et trois hommes, tous bénéficiaires de l'accompagnement mis en place par le lycée. Ces riverains exploitent des parcelles au sein de l'établissement et profitent de l'encadrement offert par les étudiants et les enseignants. Comme l'a expliqué l'un d'eux : *«Quand j'ai commencé, je n'avais pas beaucoup d'expérience. Mais grâce aux conseils et aux pratiques que j'observe autour de moi, j'ai pu acquérir de l'expérience»*. Ce témoignage illustre la contribution du lycée au renforcement des capacités techniques des riverains, mais aussi son rôle de partenaire actif dans le développement local.

L'échantillon des parents d'élèves est composé de deux (02) hommes et d'une (01) femme, tous résidant aux alentours du lycée. Ils y ont également leurs enfants inscrits, ce qui renforce leur connaissance du fonctionnement et de l'impact de l'établissement.

Pour la formation : Les riverains et les parents d'élèves apprécient la formation agricole et rurale dispensée par le lycée. Selon eux, cette formation rend les étudiants rapidement opérationnels. Comme l'exprime un riverain : *«Toute personne qui sort du lycée est employable ; il n'y a pas de débat»*. Les parents d'élèves, à l'unanimité, suggèrent toutefois, de renforcer les actions de sensibilisation, estimant que la population locale ne mesure pas

toujours l'importance de l'établissement. Comme l'a exprimé l'un d'eux : *«C'est un excellent lycée. À mon avis, la population ne connaît pas suffisamment son importance. D'après ce que je vois, ceux qui viennent des autres régions sont plus nombreux»*. De nombreux parents se présentent d'ailleurs comme de véritables ambassadeurs du lycée. L'un d'entre eux témoigne : *«Non seulement je suggère à mes enfants de faire la formation au lycée, mais si je pouvais diminuer mon âge, je le ferais aussi pour y étudier»*. Les parents sont convaincus de la qualité de l'établissement, qui a déjà formé plusieurs cohortes dont certains diplômés occupent aujourd'hui de bonnes positions professionnelles. Comme l'a indiqué un parent : *«Les formations du lycée sont très bonnes, si les apprenants y mettent du sérieux, ils peuvent vraiment réussir»*. Un autre parent témoigne la pertinence de la formation et son impact sur l'insertion : *«Chaque année, les effectifs augmentent, les cours se déroulent bien. Je connais beaucoup de sortants qui sont employés et qui occupent de bons postes»*.

Ces différents témoignages soulignent la pertinence, la rigueur et l'efficacité de l'enseignement dispensé, perçus comme des leviers essentiels d'insertion professionnelle et de développement local.

L'insertion socioprofessionnelle : Sur le volet de l'insertion professionnelle, les parents d'élèves comme les riverains s'accordent sur la nécessité de renforcer les dispositifs existants. Comme l'a souligné un riverain : *«Je suggère qu'on renforce l'appui à l'insertion, car être formé, c'est bien, mais être aidé pour s'insérer, c'est encore mieux»*. Ce témoignage met en évidence l'importance d'un accompagnement post-formation plus structuré et soutenu, afin de garantir l'efficacité de la formation et de faciliter l'accès des sortants à l'emploi.

Les parents d'élèves saluent par ailleurs le travail accompli par le lycée pour offrir une formation de qualité. L'un d'eux rappelle avec fierté : *«La meilleure élève de la région pour l'année scolaire 2024-2025 est issue du lycée, avec la mention Très Bien au baccalauréat»*. Toutefois, malgré ces performances académiques remarquables, les parents insistent sur la nécessité de renforcer davantage le suivi post-formation. L'un d'eux témoigne : *«Je connais beaucoup d'apprenants sortis qui ont de bons postes, mais il faut toujours renforcer le suivi et l'accompagnement à l'insertion.»*

Utilité du lycée : Dans une approche inclusive et participative, le lycée accompagne également les riverains. Une parcelle de 6 hectares leur est d'ailleurs dédiée pour leurs activités agricoles. Comme l'a exprimé l'un d'eux : *«Le lycée est un patrimoine»*. Cette affirmation témoigne de l'utilité et de l'impact réel de l'établissement dans la communauté

locale. Un autre riverain souligne l'importance de ce soutien : *«C'est un lycée très utile pour la population. Grâce au maraîchage au lycée, j'ai pu acheter un lit, une armoire et subvenir à mes besoins»*.

Pour de nombreux riverains, le lycée est perçu comme un partenaire précieux, contribuant à l'amélioration de leur bien-être. L'un d'eux témoigne : *«Le maraîchage que je fais au lycée me permet de prendre soin de ma famille, contribuer aux dépenses, payer la scolarité de mes enfants. Lors des fêtes, j'achète des habits pour eux»*.

Ainsi, au-delà de sa mission de formation, le lycée joue un rôle socioéconomique majeur en soutenant les ménages riverains et en renforçant leurs moyens de subsistance.

En définitive, l'association des riverains incubés au lycée trouve le lycée très utile pour la communauté, le lycée leur permet d'exploiter pour faire le maraîchage. Grâce à l'accompagnement du lycée certaines femmes affirment que : *«C'est grâce aux revenus de l'agriculture qu'elles ont pu acheter un lit, une armoire, contribuer à l'alimentation quotidienne de leur famille»*.

Même si, elles travaillent difficilement au lycée, car le lycée parfois manque d'eau, les riverains réussissent à assurer grâce aux revenus du maraîchage, la scolarité de leurs enfants et à subvenir à leurs besoins.

À l'unanimité, les parents d'élèves reconnaissent que le lycée agricole est un établissement de grande qualité. Les formations y sont reconnues, et plusieurs étudiants obtiennent d'excellentes mentions au baccalauréat, le plus souvent l'établissement obtient un score 100% de réussite lors des certifications dans les formations professionnelles. Cela témoigne de la rigueur et de la qualité des enseignements dispensés.

Cependant, les parents insistent sur la nécessité de renforcer l'accompagnement des lauréats dans leur insertion socioprofessionnelle, afin de valoriser pleinement les compétences acquises et faciliter leur accès à l'emploi ou à l'entrepreneuriat.

Synthèse des perceptions des acteurs sur les missions du lycée : L'analyse des témoignages recueillis auprès des jeunes, des formateurs, des lauréats, des riverains et des parents d'élèves fait ressortir une perception globalement positive du lycée, tout en mettant en évidence des attentes fortes en matière de pratique, de suivi et d'accompagnement à l'insertion.

Appréciation des jeunes : Les jeunes interrogés, bien qu'habitant près du lycée, ont majoritairement opté pour d'autres établissements. Leur perception de la formation est marquée par la difficulté et la charge élevée des matières scientifiques et techniques des

séries S4 et S5. Beaucoup se tournent vers l'enseignement général par tradition familiale ou par crainte d'un programme jugé exigeant.

Concernant l'insertion, ils reconnaissent les efforts du Bureau d'Appui à l'Insertion, mais ils estiment que le dispositif doit être renforcé afin d'encourager les jeunes à rejoindre le lycée. Enfin, tous reconnaissent l'utilité sociale du lycée, notamment grâce aux parcelles agricoles mises à disposition des riverains.

Appréciation des formateurs : Les formateurs saluent la pertinence de l'approche par compétences, mais constatent un déséquilibre entre théorie et pratique, la théorie restant trop dominante. Ils soulignent un manque d'équipements, de laboratoires et de parcelles adaptées pour réaliser pleinement les cours pratiques. Ils recommandent un renforcement des partenariats avec les entreprises, la formalisation des conventions de stage et une amélioration du suivi pour assurer une meilleure insertion des sortants.

Pour eux, le lycée constitue un acteur essentiel du développement agricole, contribuant à la sécurité alimentaire, à la formation du capital humain et à la lutte contre la pauvreté.

Appréciation des lauréats : Les lauréats reconnaissent unanimement la complémentarité entre théorie et pratique et témoignent de la qualité de la formation reçue. Certains se sont lancés dans l'entrepreneuriat grâce à l'incubation offerte par le lycée (accès à la terre, à l'eau et à l'encadrement). Ils soulignent toutefois des insuffisances dans les cours pratiques, un besoin de renforcer les compétences managériales et un accompagnement à l'insertion qui reste perfectible, en particulier pour les lauréats de l'enseignement technique.

Globalement, ils apprécient la pertinence de la formation et l'image positive dont jouit le lycée auprès du milieu professionnel.

Appréciation des riverains : Les riverains bénéficiaires mettent en avant la valeur ajoutée sociale et économique du lycée. Grâce à l'accès à une parcelle de 6 hectares et à l'encadrement des enseignants et apprenants, ils améliorent leurs pratiques culturales et renforcent leur autonomie économique.

Malgré quelques difficultés liées au manque d'eau, beaucoup affirment que les revenus du maraîchage leur permettent de subvenir aux besoins de leur famille, de payer la scolarité des enfants ou même d'acquérir du mobilier. Le lycée est perçu comme un patrimoine communautaire, nécessaire au développement local.

Appréciation des parents d'élèves : Les parents d'élèves expriment une satisfaction unanime quant à la qualité de la formation et aux performances scolaires : mentions très bien



au baccalauréat (année scolaire 2024-2025) et taux de réussite souvent de 100% dans les certifications. Toutefois, ils insistent sur la nécessité de renforcer l'accompagnement à l'insertion, estimant que la réussite académique doit s'accompagner d'un suivi approfondi pour favoriser l'accès à l'emploi ou à l'auto-emploi. Ils soulignent également que la population locale ne mesure pas toujours l'importance du lycée et suggèrent un renforcement de la sensibilisation et de la communication.

III. Cartographie socioéconomique et attentes des employeurs

3.1. Caractéristique des employeurs

L'analyse du tableau 16 du profil socio-professionnel des partenaires du lycée met en évidence une diversité notable en termes d'âges, d'expériences et de domaines d'intervention. Les acteurs répertoriés présentent des trajectoires variées, mais tous évoluent dans le champ de la production agricole, ce qui témoigne d'un ancrage fort du lycée dans un environnement socio-économique essentiellement rural et agropastoral.

Sur le plan démographique, les partenaires sont âgés de 28 à 54 ans, illustrant une combinaison intéressante entre des profils jeunes en début de carrière et des acteurs plus expérimentés ayant plusieurs décennies de pratique. Cette hétérogénéité constitue un atout majeur pour le lycée, dans la mesure où elle favorise un échange intergénérationnel de savoirs pratiques, de compétences techniques et de stratégies de gestion.

L'expérience professionnelle des partenaires varie entre 4 et 20 années, confirmant leur niveau d'ancrage dans les activités agricoles. Cette ancienneté dans le secteur renforce leur légitimité en tant que collaborateurs privilégiés du lycée, notamment dans le cadre des stages, des visites pédagogiques ou des interventions pratiques auprès des apprenants. Leur expertise couvre un large spectre d'activités : maraîchage, arboriculture, embouche ovine et bovine, aviculture, ainsi que la production de plants forestiers. Cette diversité des domaines d'intervention reflète la pluridisciplinarité du tissu agricole local et offre aux apprenants une exposition variée à des chaînes de valeur complémentaires.

On observe également que le maraîchage et l'arboriculture constituent des activités communes à l'ensemble des partenaires, traduisant l'importance de ces filières dans la zone d'implantation du lycée. L'embouche (ovine et bovine), l'aviculture et la production forestière, bien que moins répandues, enrichissent l'éventail des opportunités



d'apprentissage et permettent d'aborder les thématiques liées à l'élevage, à l'agroforesterie et à la gestion durable des ressources naturelles.

Globalement, la situation socio-professionnelle de ces partenaires révèle un environnement agricole dynamique et diversifié, au sein duquel le lycée s'insère comme un acteur clé. Leur expérience et leur spécialisation constituent une ressource essentielle pour l'amélioration continue des dispositifs pédagogiques, le renforcement des compétences pratiques et l'orientation professionnelle des apprenants. Cette collaboration étroite entre le lycée et ses partenaires contribue ainsi à consolider un écosystème d'apprentissage cohérent, capable de répondre aux défis de la formation agricole et du développement local.

Tableau 16: Caractéristique des employeurs partenaires du lycée

Désignation	Age (an)	Nombre d'année d'expérience	Domaine d'intervention
Employeur 1	33	8	Maraichage ; Arboriculture ; Embouche ovine ; Aviculture.
Employeur 2	36	5	Maraichage ; Aviculture.
Employeur 3	54	20	Maraichage ; Arboriculture, Production de plants forestiers.
Employeur 4	28	4	Maraichage, Arboriculture
Employeur 5	34	10	Maraichage ; Arboriculture ; Embouche bovine.

3.2. Analyse de l'adéquation de la formation professionnelle aux besoins des entreprises

La formation professionnelle au lycée se caractérise par une forte implication des acteurs du monde de l'emploi, depuis l'élaboration des référentiels jusqu'à la mise en œuvre des enseignements et à la certification des apprenants. L'approche par compétences favorise l'intervention régulière de professionnels tout au long du parcours, ainsi que la réalisation de séjours obligatoires en entreprise pour renforcer le lien entre apprentissages théoriques et pratiques. Les témoignages des partenaires révèlent que cette collaboration est bénéfique mais perfectible. Un des entrepreneurs, technicien supérieur et ancien lauréat du lycée, souligne que : *«la formation colle aux besoins de l'entreprise car les modules sont conçus*

avec la contribution des professionnels», tout en précisant qu'il faut «traduire davantage la théorie en pratique».

De même, un des entrepreneurs, note que «les apprenants sont généralement bien préparés, mais manquent de pratique et de savoir-faire opérationnel». Il insiste sur l'importance d'un engagement personnel de l'apprenant dans les activités pratiques pour compléter sa formation.

Un autre entrepreneur propose une perspective complémentaire, en insistant sur la dualisation de la formation : «Il faut plus de pratique que de théorie, idéalement 80% de pratique et 20% de théorie». Selon lui, l'expérience en entreprise permet aux apprenants de mieux comprendre le fonctionnement économique des exploitations et stimule leur désir d'entreprendre. Il plaide également pour un renforcement de la coopération avec les entreprises, afin de rendre la formation plus riche et adaptée aux besoins réels du secteur.

Les autres entrepreneurs, confirment cette nécessité de renforcer la pratique. Ils soulignent que «les techniciens doivent faire beaucoup de pratique pour être opérationnels», un des entrepreneurs y ajoute que «le plus important ne s'apprend pas en huit clos».

Ils recommandent l'introduction de nouvelles technologies et l'amélioration des équipements, notamment en irrigation et en intelligence artificielle appliquée à l'agriculture. Ils insistent sur le rôle des stages dans la valorisation des entreprises partenaires et la sensibilisation des populations à l'importance de l'agriculture. Ils considèrent que la pratique est un facteur clé pour transformer les apprenants en professionnels compétents et entreprenants, capables de contribuer à la sécurité alimentaire et à la réduction du chômage.

Dans l'ensemble, ces témoignages convergent vers plusieurs constats :

- ✓ Les modules sont arrimés aux besoins du secteur, grâce à l'implication directe des professionnels dans l'élaboration des référentiels ;
- ✓ La pratique reste insuffisante et doit être renforcée, que ce soit par une alternance école-entreprise, par une diversification des stations de pratique au lycée ou par une meilleure utilisation des équipements technologiques ;
- ✓ L'engagement des apprenants joue un rôle central dans leur réussite : leur motivation personnelle, combinée à une participation active aux stages et aux activités pratiques, constitue un facteur clé pour tirer pleinement profit de la formation ;

- ✓ *Les partenariats entre le lycée et les entreprises sont essentiels pour enrichir la formation, faciliter le placement des stagiaires et stimuler l'entrepreneuriat des sortants.*

Ainsi, le lycée, en associant théorie, pratique et coopération avec les entreprises, répond globalement aux attentes des employeurs tout en contribuant au développement socioéconomique local. Le renforcement de l'aspect pratique et l'amélioration continue des infrastructures et équipements constitueront des leviers importants pour accroître l'efficacité de la formation et l'insertion professionnelle des jeunes.

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Ce travail avait pour objectif central d'analyser comment le Lycée Technique Agricole Émile Badiane de Bignona (LTAEB) assure son intégration territoriale tout en jouant pleinement son rôle de levier pour la formation agricole au Sénégal. Pour répondre à cette problématique, nous avons retracé l'historique du lycée, décrit ses différentes offres de formation professionnelle et technique, et analysé les dispositifs d'intégration mis en place afin de surmonter les tensions initiales liées à l'expropriation foncière au moment de son implantation.

L'étude s'est appuyée sur une démarche mixte fondée sur la perception des acteurs. Les données recueillies ont été traitées à l'aide des logiciels Sphinx et Jamovi, permettant d'identifier de manière rigoureuse les tendances, attentes et appréciations exprimées par les acteurs.

Les résultats révèlent que, malgré un démarrage difficile dans un contexte social sensible, le LTAEB a su progressivement s'intégrer dans son environnement grâce à un ensemble de stratégies structurantes : mise à disposition de parcelles aux riverains, renforcement des dispositifs de formation par l'approche par compétences, partenariats avec les entreprises agricoles et agroalimentaires, et promotion active de l'entrepreneuriat à travers le BAINS et les journées de l'entrepreneuriat agricole. Le lycée a ainsi formé, depuis 1998, plusieurs cohortes de techniciens qui contribuent aujourd'hui à l'autosuffisance alimentaire et au développement local.

Les perceptions des différents acteurs montrent une appréciation globale positive du lycée, tout en mettant en évidence certaines attentes.

Les jeunes jugent la formation exigeante et les matières lourdes, apprécient l'utilité sociale du lycée, mais souhaitent un accompagnement plus soutenu vers l'insertion professionnelle. Les formateurs reconnaissent l'intérêt de l'Approche par Compétences (APC), tout en soulignant un déséquilibre entre théorie et pratique ainsi que le manque de matériel adapté. Les lauréats apprécient la complémentarité entre théorie et pratique, mais demandent davantage de travaux pratiques et un suivi renforcé pour leur insertion.

Les riverains bénéficient des parcelles agricoles mises à disposition, améliorent leurs pratiques et considèrent le lycée comme un véritable patrimoine communautaire. Les parents d'élèves se disent satisfaits de la qualité et des résultats scolaires, tout en soulignant la nécessité d'un meilleur accompagnement vers l'emploi et d'une communication plus active sur le rôle du lycée.

Les employeurs interrogés s'accordent à dire que la formation doit être davantage orientée vers la pratique, considérée comme la clé pour rendre les apprenants réellement opérationnels et capables de comprendre les exigences du monde professionnel. Ils recommandent aussi de renforcer les partenariats avec les entreprises et d'intégrer davantage de technologies modernes, afin d'enrichir les apprentissages et de mieux préparer les futurs techniciens aux réalités du secteur agricole.

Et Enfin, les élèves reconnaissent la qualité de la formation du lycée, mais estiment que les cours théoriques sont trop nombreux et que la part de pratique doit être nettement renforcée pour mieux développer leurs compétences. Ils saluent les efforts d'insertion, notamment le rôle du BAINS et le fonds revolving, tout en souhaitant un accompagnement plus structuré et mieux adapté aux réalités professionnelles. Enfin, ils soulignent l'utilité sociale du lycée et invitent l'établissement à améliorer ses infrastructures et à affirmer davantage son leadership dans la formation agricole.

Cependant, l'étude met en évidence un certain nombre de limites et de difficultés, la question de l'intégration territoriale demeure un processus évolutif, qui nécessite un dialogue continu entre le lycée, les entreprises, les autorités locales et les populations.

En somme, le LTAEB peut être comparé à une semence implantée dans un sol d'abord hostile, qui a su prendre racine grâce au principe du don contre-don et à l'engagement communautaire. Toutefois, pour que les fruits, ses diplômés répondent pleinement aux exigences du marché du travail, le lycée doit encore renforcer la qualité de la sève, c'est-à-dire son dispositif de formation, d'accompagnement et d'insertion.

Ce mémoire constitue une contribution à la formalisation du parcours d'un établissement pionnier, premier et unique lycée à vocation agricole du Sénégal. Pour approfondir la compréhension de son impact, il serait pertinent, dans de futures recherches, d'analyser de manière plus détaillée l'insertion socioprofessionnelle des diplômés par filière, afin d'identifier les spécificités, les défis propres à chaque domaine, et les pistes d'amélioration ciblées.

Recommandation à l'endroit du lycée :

- ✓ Renforcer la formation pratique et les partenariats ;
- ✓ Améliorer le matériel et les supports pédagogiques ;



- ✓ Renforcer la pédagogie et la formation des formateurs ;
- ✓ Renforcer l'accompagnement à l'insertion professionnelle ;
- ✓ Promouvoir l'image du lycée par une communication adaptée;
- ✓ Optimiser l'environnement et la gouvernance du lycée.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Ba, B., Dramé, B., Mballo, C. (2023). Les ressources territoriales horticoles : levier de développement rural à Kafountine (Ziguinchor, Sénégal). *Revue Espace Géographique et Société Marocaine*, (73-74)
- Badji, N. (2020). *Caractéristiques et mode de gestion des parcs agroforestiers associés aux parcelles maraichères dans la commune de Thionck-Essyl (Bignona, Basse Casamance)* [Mémoire de Master, Université Assane Seck].
- Bandia, Y. (2020). *L'Autonomisation économique des jeunes et des femmes à travers le Projet Pôle de Développement de la Casamance (PPDC) : cas de la ferme horticole départementale de Ziguinchor à Yabone* [Mémoire de Master, Institut Supérieur de Développement Local].
- Bret, B., Calberac, Y. (2012) « Entretien Avec Bernard Bret », Carnets de géographes [En ligne], 4 |, URL : <http://journals.openedition.org/cdg/979>,
- Dasylyva, M., Ndour, N., Sambou, B., Diop, R. D. (2020). Multifonctionnalité de l'agriculture Intra et Périurbaine dans la commune de Ziguinchor au Sénégal. *American Journal of Innovative Research and Applied Sciences*. ISSN 2429-5396 I www.american-jiras.com
- Doré, T., Gailleton, J., j., Prevost, P. (2022). *Construction et déploiement de l'agronomie dans et par la formation* (Hal open science, 45p). <https://agroparistech.hal.science/hal-03749009v1>,
- Dubruc, N. (2009). *Le stage en entreprise : facteur de développement ? : Un dispositif de formation structuré par des instruments langagiers : rôle du stage en formation initiale d'ingénieurs*. Université Lyon2,
- Fall, A. (2024). Plan Stratégique de Développement du Lycée Technique Agricole Emile Badiane (LTAEB) de Bignona.
- Henni, A. (2005). Quand la recherche d'emploi devient une compétence.
- Legendre, R. (1993). Dictionnaire actuel de l'éducation (2e éd.) Montréal/Paris: Guérin/ESKA.
- Martin, O. (2021). «Analyse quantitative», les 100 mots de la sociologie, URL : <http://journals.openedition.org/sociologie/1204>.

Mauss, M. (1999). L'obligation de donner l'obligation de recevoir.

Mincer, S. A. (1974). *Market Signaling; informational; transfer in hiring and related screening process*, Harvard U.Press,

Ndiaye, A., Tine, B. (2024). *La question du retour des déplacés du conflit en Casamance : entre dynamiques foncières et cristallisation identitaire*. Ziguinchor, Sénégal : Université Assane Seck de Ziguinchor, Laboratoire de recherches en sciences économiques et sociales. (Collection Pluraxe/Monde),

Pliakow, D. (2003). *Projections affectives et remédiations cognitives*. URL : <http://journals.openedition.org/eduquer/209>; DOI: <https://doi.org/10.4000/rechercheseducations.209>

PSE (2014). Plan Sénégal émergent. 144p,

Ramdi, S., El Alami, D. (2023). Which indicators for an efficient management of Human Resources ? *International Journal Accounting Finance auditing, Management, Economic*. ISSN: 2658-8455,

Royer, C., Baribeau, C. (2004). *Recherche qualitative et production de savoirs*

Sarr, N. (2023). *Evaluation des impacts socio-économiques et environnementaux des périmètres maraichers du CICR dans les régions de Ziguinchor et Sedhiou*. [Mémoire de Master, Université Assane Seck].

Sy, O., Sene, A., M., Mballo, I. (2019). Aménagements agricoles et sécurité alimentaire au Sénégal,

Talbot, R., W. (2003). Pédagogie ou andragogie médicale ?

Thomas, A., Alpha, A., Barczak, A., Zakhia-Rozis, N. (2024). *Durabilité des systèmes pour la sécurité alimentaire* (Éditions Quæ, 246p). coll. Synthèses.

Ungar, M. (2018). Systemic resilience. *Ecology and society*, 23 (4).

Valenti, F. (2012). *Réseau des services de santé en français de l'Est de l'Ontario (RSSF)*

